

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 147
N° 46

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 12
no Novema 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 215 AC/DIR/NA du 23 avril 1998 relatif à la composition des équipements radioélectriques de bord des aéronefs civils basés en Polynésie française 2338

Arrêté n° 3 TG du 26 octobre 1998 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 2339

Arrêté n° 394 DAF/PERS du 27 octobre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 443 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Bernard Longueville, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu 2339

EXTRAITS

Arrêté n° 562 MAFIC du 21 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions en faveur des actions mises en place par les associations sportives de Polynésie française, au titre du Fonds national de développement du sport 2340

Arrêtés n° 564 à n° 566 MAFIC du 23 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat diverses subventions aux ligues, comités, fédérations régions et associations sportives de Polynésie française au titre du Fonds national de développement du sport (actions de haut-niveau, actions de formation, développement du sport de masse) 2341

Arrêté n° 567 MAFIC du 23 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux au titre des actions partenariales pour les initiatives, les loisirs et l'insertion des jeunes (aides individuelles) 2341

Arrêté n° 568 MAFIC du 23 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions en faveur des actions mises en place par les associations sportives de Polynésie française, au titre de la promotion du sport et du développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre (PLAS) 2341

Arrêté n° 569 MAFIC du 23 octobre 1998 portant modification de l'arrêté n° 130 MAFIC du 25 février 1997 portant désignation des membres du jury chargé de l'attribution du Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs 2341

Arrêté n° 570 MAFIC du 23 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions en faveur des actions mises en place par les associations sportives de Polynésie française, au titre de la promotion du sport et du développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre (PLAS) 2341

Arrêté n° 571 MAFIC du 23 octobre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux au titre des actions partenariales pour les initiatives, les loisirs et l'insertion des jeunes (administrations privées dont associations)	2342
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 98-171 APF du 29 octobre 1998 portant modification des articles 2 et 7 de la délibération modifiée n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial.	2342
Délégation n° 98-172 APF du 29 octobre 1998 approuvant le bilan d'application de la T.V.A. au cours du premier semestre 1998	2343
Délégation n° 98-173 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur des projets de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998	2343
Délégation n° 98-174 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes	2347
Délégation n° 98-175 APF du 29 octobre 1998 portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française	2347
Délégation n° 98-176 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 autorisant le territoire à participer au capital de la S.A. Air Tahiti Nui	2348
Délégation n° 98-177 APF du 29 octobre 1998 portant modification des délibérations portant statut particulier des cadres d'emplois de la fonction publique du territoire de la Polynésie française	2349
Délégation n° 98-178 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 97-94 APF du 29 mai 1997 modifiée relative aux taux des indemnités de déplacement des agents publics relevant du statut général de la fonction publique territoriale	2351
Délégation n° 98-179 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 92-173 AT du 13 octobre 1992 portant institution d'un régime de frais de transport et de déplacement des membres du Conseil économique, social et culturel	2351
Délégation n° 98-180 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant les amendements à la convention Inmarsat en vue de sa transformation en une nouvelle Inmarsat.	2351
Délégation n° 98-181 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (faite à Espoo, le 25 février 1991)	2352
Délégation n° 98-182 APF du 29 octobre 1998 portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de la statistique pour l'exercice 1997	2352

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1438 CM du 2 novembre 1998 portant agrément de la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" au bénéfice des dispositions du code des investissements. (Extraits)	2353
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

EXTRAITS

Arrêté n° 1439 CM du 3 novembre 1998 autorisant trois échanges sans soulte de parcelles de terre sises sur l'atoll de Ahe (Tuamotu)	2353
Arrêté n° 1446 CM du 6 novembre 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 25 et n° 26 ITRM/98 adoptées par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé	2354
Erratum à l'arrêté n° 1424 CM du 29 octobre 1998 modifiant l'arrêté n° 79 CM du 16 janvier 1998 fixant la liste du personnel affecté à l'établissement public administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes", paru au J.O.P.F. n° 45 du 5 novembre 1998, page 2316.	2354

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence****EXTRAITS**

- Arrêté n° 1208 PR du 2 novembre 1998 modifiant l'arrêté n° 736 PR du 6 août 1996 constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française **2354**
- Arrêté n° 1219 PR du 2 novembre 1998 habilitant et commissionnant certains agents du service du développement rural à constater les infractions relatives à la réglementation sur la protection des végétaux dans l'ensemble de la Polynésie française. **2354**
- Arrêtés n° 1224 et n° 1225 PR du 3 novembre 1998 accordant le concours financier du territoire à la commune de Rapa :
- pour l'acquisition d'un camion à benne de 4,5 m3, destiné au ramassage des déchets ; - pour la construction d'un centre socio-culturel **2354**
- Arrêtés n° 1226 et n° 1227 PR du 3 novembre 1998 accordant à la commune de Rurutu : - une subvention d'investissement pour la réalisation du bétonnage de la route "Léon Mita" dans le village de Hauti ; - le concours financier du territoire pour la réalisation de forages d'exploitation à Hauti, Moerai collège et Moerai atelier. **2355**

Ministère des finances et des réformes administratives**EXTRAITS**

- Arrêté n° 1203 PR du 2 novembre 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française. **2356**
- Arrêté n° 8121 MFR du 2 novembre 1998 accordant un congé de huit jours à Me Philippe Clemencet et portant nomination de M. Serge Villet en qualité d'intérimaire. **2356**

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme**EXTRAITS**

- Arrêté n° 8181 MAA.AU du 4 novembre 1998 - Avenant à l'arrêté n° 7456 MLA.AU autorisant Me Philippe Clemencet à réaliser pour le compte de la S.C.I. Mila les travaux du lotissement Tetiapa sis à Punaauia. **2356**

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent**EXTRAITS**

- Arrêté n° 1209 PR du 2 novembre 1998 portant attribution de subvention dans le cadre des dispositions de la délibération n° 97-33 APF du 20 février 1997, instituant un dispositif de soutien territorial à l'exportation **2356**
- Arrêté n° 8091 MEC du 2 novembre 1998 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises **2356**

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires**EXTRAITS**

- Arrêté n° 6812 MEQ du 28 septembre 1998 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles K449, K451 et B229 (plans 44, 46 et 59) nécessaires à la réalisation de la 3e entrée est de Papeete dans la commune de Arue **2357**
- Arrêté n° 8066 MEQ du 30 octobre 1998 ordonnant la déconsignation d'une indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations due à M. Arthur Tupuai touché par les travaux de la 3e entrée Est de Papeete dans la commune de Papeete **2357**
- Arrêté n° 8144 MEQ du 3 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations due à Mme Josiana Ah Ram épouse Parayre touchée par les travaux de la 3e entrée est de Papeete dans la commune de Papeete. **2357**

Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales**EXTRAITS**

- Arrêté n° 8116 MLD du 2 novembre 1998 autorisant l'affectation au service du plan et de la prévision économique du véhicule Renault D 5055. 2357
- Arrêté n° 8120 MLD du 2 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Vairao, commune de Taïarapu-Ouest, au profit de l'IFREMER (centre océanologique du Pacifique) 2357

Ministère de l'environnement

- Arrêté n° 8180 MEN du 4 novembre 1998 portant délégation de signature du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à certains agents de la délégation à l'environnement 2357

EXTRAITS

- Arrêté n° 1229 PR du 4 novembre 1998 accordant une subvention d'équipement à la Société d'environnement polynésien 2358

Ministère des transports**EXTRAITS**

- Arrêté n° 1200 PR du 2 novembre 1998 proclamant élus les représentants des professionnels à la commission consultative paritaire prévue par la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée, portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxi, de voiture de remise et de voiture de service particularisé 2358

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Arrêté n° 38-98 APF/SG du 2 novembre 1998 prenant acte de la démission de M. Patrick Leboucher de ses fonctions de conseiller territorial au sein de l'assemblée de la Polynésie française 2359
- Arrêté n° 39-98 APF/SG du 2 novembre 1998 proclamant M. Charles Deane, conseiller territorial à l'assemblée de la Polynésie française. 2359

AUTRES

- Charte n° 98-3688 du 13 octobre 1998 de l'énergie électrique en Polynésie française 2359
- Avenants n° 98-3787 à n° 98-3790 du 2 novembre 1998 aux conventions respectives n° 98-1048 du 1er avril 1998, n° 88-2016 du 30 novembre 1988, n° 88-2017 du 30 novembre 1988 et n° 88-2015 du 30 novembre 1988 entre le territoire de la Polynésie française et divers G.I.E. de transport public en Polynésie 2361

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Punaauia**

- Délibération municipale n° 13-98 du 12 mars 1998 portant modification de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2367

Commune de Papeete

- Arrêté municipal n° 98-185 du 22 septembre 1998 relatif à la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue du Commandant-Chessé 2368
- Arrêté municipal n° 98-186 du 22 septembre 1998 autorisant la mise en place de trois ralentisseurs sur la route de Tipaerui (tronçon compris entre le pont Levy et la route du pic Rouge) 2368
- Arrêté municipal n° 98-187 du 22 septembre 1998 relatif à la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue Georges-Clémenceau (au niveau de la servitude Apahere) 2369

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Convention de financement n° 269-98 du 4 septembre 1998 entre l'Etat et le Groupement d'intérêt économique Villes nouvelles de France pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Elaboration du plan de déplacement urbain de l'agglomération de Papeete". (Extraits)	2370
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme. — Certificat de conformité n° 1856 MAA.AU du 4 novembre 1998 concernant la création d'un lotissement de 4 lots sis à Moorea par M. Jean Pasturel, commune associée de Haapiti.	2370
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

Direction des affaires foncières. — Avis n° 3284 DAF.REC-CONS. du 4 novembre 1998 portant recherche des héritiers de M. Taputea a Taoatua dit Hamana a Teritua, Mme Puaitua a Mare a Teutēu, M. Teritua a Mare, Mme Miria a Mare, MM. Tainuna a Teuira, Tetahuga a Harirua, Mme Teikiahia, MM. Tuiho a Arutai, Emile Teahu Tetiarahi, Teoumatinao Paahatea Veikoeke, Mlle Madeleine Veikoeke, MM. Barsinas André, Barsinas Léon, Mme Barsinas Simone, M. Barsinas Jean-Baptiste, Mme Barsinas Tahiaupoo, MM. Barsinas Grégoire, Barsinas François Tauiauhoo, Barsinas Hivatete, et Mme Barsinas Marie-Josèphe	2370
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces diverses	2371
-------------------------	------



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 215 AC/DIR/NA du 23 avril 1998 relatif à la composition des équipements radioélectriques de bord des aéronefs civils basés en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie du territoire de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 complétant le statut d'autonomie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie dont les modalités d'application sont précisées par l'arrêté ministériel du 6 décembre 1961 ;

Vu le décret n° 64-349 du 19 avril 1964 relatif aux radio-communications intéressant les services aéronautiques dans les territoires d'outre-mer, promulgué en Polynésie française par l'arrêté n° 1749 AA du 19 juin 1964 ;

Vu l'arrêté gubernatorial n° 3257 AC.DIR du 16 décembre 1968 portant création du certificat d'exploitation de l'installation radioélectrique de bord des aéronefs civils basés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, étendu en Polynésie française par arrêté du 22 février 1993 et publié à titre d'information par J.O.P.F. n° 13 du 26 mars 1992 ;

Vu l'arrêté du 25 février 1985 modifié relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères exploités par une entreprise de transport aérien, étendu en Polynésie française par arrêté du 18 mars 1987 et publié à titre d'information par J.O.P.F. n° 30 du 19 mai 1988 ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1987 modifié relatif aux conditions d'utilisation des avions exploités par une entreprise de transport aérien, étendu en Polynésie française par arrêté du 17 juillet 1990 et publié à titre d'information par J.O.P.F. n° 39 du 27 septembre 1990 ;

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— La composition des équipements radioélectriques de bord des aéronefs civils basés en Polynésie française, et circulant dans les espaces aériens de la Polynésie française, est définie dans le tableau joint au présent arrêté.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française peut autoriser certaines dérogations aux différentes

dispositions des annexes du présent arrêté lorsque le demandeur peut justifier d'impossibilités ou de solutions particulières assurant un niveau de sécurité équivalent.

Art. 2.— Est abrogé l'arrêté n° 782 AC.DIR.NA.1 du 1er août 1990 relatif à la composition des équipements radioélectriques de bord des aéronefs civils basés en Polynésie française.

Art. 3.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et sera applicable dès cette publication.

Fait à Papeete, le 23 avril 1998.

Jean ARIBAUD.

ANNEXE à l'arrêté n° 215 AC/DIR/NA du 23 avril 1998

Equipements minimaux requis pour les espaces aériens de Polynésie française

	Parcours toutes zones	Parcours zone H seulement	Parcours zone V seulement
TAP IFR tout aéronef	2 VOR/ILS 2 ADF ou 1 ADF et 1 GPS 1 DME 2 VHF 2 HF ou 1 HF Cat 1 si TAP < 5,7 T	2 ADF ou 1 ADF et 1 GPS 2 VHF 2 HF ou 1 HF Cat 1 si TAP < 5,7 T	1 VOR (2 VOR/ILS si vol en CTR de Tahiti) 1 ADF 1 DME (obligatoire si vol en CTR de Tahiti) ou 1 GPS 2 VHF
AG IFR tout aéronef	2 VOR dont 1 VOR/ILS 2 ADF ou 1 ADF et 1 GPS 1 DME 2 VHF 1 HF	2 ADF ou 1 ADF et 1 GPS 2 VHF 1 HF	1 VDR (2 VOR dont 1 VOR/ILS si vol en CTR de Tahiti) 1 ADF 1 DME (obligatoire si vol en CTR de Tahiti) ou 1 GPS 2 VHF
VFR tout aéronef	Sous réserve du suivi des itinéraires publiés 1 VOR ou 1 ADF ou 1 GPS 1 VHF 1 HF	Sous réserve du suivi des itinéraires publiés 1 ADF ou 1 GPS 1 VHF 1 HF	Sous réserve du suivi des itinéraires publiés 1 VOR ou 1 ADF ou 1 GPS 1 VHF

COM/NAV : TAP > 5,7 T et AG > 5,7 T et > 10 pax : équipements de catégorie 1.

Autres : équipements de catégorie 1 ou 2.

DME : catégorie 1 ou 2.

GPS : spécifications particulières pour les parcours ETOPS. Interdit en VFR de nuit. L'équipement et l'installation doivent être homologués. En IFR, le GPS doit être de classe A minimum.

ARRETE n° 3 TG du 26 octobre 1998 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 et la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article L 17 ;

Vu la circulaire n° 69-352 du 31 juillet 1969, mise à jour le 1er septembre 1994, relative à la révision et à la tenue des listes électorales ;

Vu l'arrêté n° 446 DRCL du 25 août 1998 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1999 au 28 février 2000 ;

Vu l'arrêté n° 320 DAF/PERS du 14 septembre 1998 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;

Vu l'arrêté n° 1 TG du 21 juillet 1998 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 ;

Considérant que Mme Anouk Pater, déléguée de l'administration au sein de la commission administrative chargée de la révision de la liste électorale du bureau de vote de Takaroa, ne réside plus dans la commune ;

Considérant que M. Nicolas Tahiri, agent de "Météo France" en poste à Takaroa, a accepté de siéger au sein de la commission administrative chargée de la révision de la liste électorale du bureau de vote de Takaroa,

Arrête :

Article 1er. — La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 est modifiée comme suit :

COMMUNE DE TAKAROA

Bureau de vote de Takaroa :

Au lieu de : Mme Anouk Pater, lire : M. Nicolas Tahiri.

Fait à Papeete, le 26 octobre 1998.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Tuamotu-Gambier,
Claudie QUILLIEN.*

ARRETE n° 394 DAF/PERS du 27 octobre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 443 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Bernard Longueville, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 portant création de l'établissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté de mutation de Mme Marie-Christine Pham, conseiller principal d'éducation, en date du 29 août 1995, au lycée professionnel agricole territorial de Opunohu ;

Vu l'arrêté de mutation de M. Jean-Claude Gauthier, professeur certifié de l'enseignement agricole, en date du 23 août 1995, au lycée professionnel agricole territorial de Opunohu ;

Vu la délibération n° 18-95 du conseil d'administration du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu ;

Vu l'arrêté en date du 1er août 1996 du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation portant mutation de M. Bernard Longueville, en qualité de proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu en Polynésie française, à compter du 14 août 1996 ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 443 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Bernard Longueville, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 443 DAF/PERS du 5 novembre 1997 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Article 1er (nouveau).— Délégation est donnée à M. Bernard Longueville, proviseur du lycée professionnel agricole territorial de Opunohu, à l'effet de procéder au nom du haut-commissaire :

- à l'engagement des dépenses afférentes au paiement des indemnités horaires des personnels administratifs et divers, ainsi qu'à l'engagement des dépenses relatives à l'enseignement, la formation et le développement agricole sur les chapitres suivants : 31-02, article 40, paragraphe 21, et 31-96, article 30, du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;
- à la liquidation et au mandatement des dépenses afférentes à la rémunération des personnels enseignants contractuels de la section agricole du lycée privé Anne-Marie-Javouhey, imputées sur le chapitre 43-22, article 10, du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche."

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 1998.
Jean ARIBAUD.

Par arrêté n° 562 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 octobre 1998.— Au titre du Fonds national pour le développement du sport, des subventions sont accordées en faveur des actions mises en place par les associations de Polynésie française :

- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association sportive Centre nautique de Nuku Hiva ;
- la somme de cinq cent mille francs pacifiques (500.000 F CFP), soit vingt-sept mille cinq cents francs français (27.500 FF), à l'association sportive Dragon ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association Club de piroguiers Ihilani ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Vénus, section volley-ball ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Tamarii plomberie ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association Jeunes tahitiens, section boxe ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association Central olympique ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Tir de Moorea ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Club des jeunes golfeurs ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association Tamarii Maeva ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association Jeunesse sportive de Parea ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Tamarii Narai ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à l'association Arue Roa i te Fare Arii Va'a Club ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Excelsior, section tennis ;
- la somme de cinq cent mille francs pacifiques (500.000 F CFP), soit vingt-sept mille cinq cents francs français (27.500 FF), à l'association Ligue de Tahiti de basket-ball ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Jeunesse Avera ;
- la somme de trois cent cinquante mille francs pacifiques (350.000 F CFP), soit dix-neuf mille deux cent cinquante francs français (19.250 FF), à l'association Excelsior athlétisme ;
- la somme de neuf cent mille francs pacifiques (900.000 F CFP), soit quarante-neuf mille cinq cents francs français (49.500 FF), à l'association Cercle des nageurs de Polynésie ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Vénus, section Va'a ;
- la somme de deux cent cinquante mille francs pacifiques (250.000 F CFP), soit treize mille sept cent cinquante francs français (13.750 FF), à l'association Popoti Surf Club ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association Hititoa ;
- la somme de cinq cent mille francs pacifiques (500.000 F CFP), soit vingt-sept mille cinq cents francs français (27.500 FF), à l'association Excelsior football ;
- la somme de trois cent cinquante mille francs pacifiques (350.000 F CFP), soit dix-neuf mille deux cent cinquante francs français (19.250 FF), à l'association Vaieie ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Aorai, section basket-ball ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association A.P.T.I.R. hôpital Mamao ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association Karaté club polynésien ;
- la somme de un million de francs pacifiques (1.000.000 F CFP), soit cinquante-cinq mille francs français (55.000 FF), à l'association Hawaiki Nui Va'a ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Tiu ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Auona association sportive ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association T.B.J. Fanatea Avia Club ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à l'association Cosmos ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à l'association Hitiaa ;

- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association Club athlétique des Marquises ;
- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à l'association Jeunesse Faaroa.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 0003, article 10, paragraphe 10, du compte d'affectation spéciale n° 902-17, exercice 1998.

Par arrêté n° 564 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Au titre du Fonds national pour le développement du sport, des subventions sont accordées en faveur des actions de haut niveau, aux ligues, comités, fédérations et associations de Polynésie française :

- la somme de six cent mille francs pacifiques (600.000 F CFP), soit trente-trois mille francs français (33.000 FF), à la Fédération tahitienne de tennis de table ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à la Fédération tahitienne de voile.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 0003, article 10, paragraphe 10, du compte d'affectation spéciale n° 902-17, exercice 1998.

Par arrêté n° 565 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Au titre du Fonds national pour le développement du sport, des subventions sont accordées en faveur des actions de formation, aux ligues, comités, fédérations et associations de Polynésie française :

- la somme de cent cinquante mille francs pacifiques (150.000 F CFP), soit huit mille deux cent cinquante francs français (8.250 FF), à la Fédération tahitienne d'haltérophilie musculation force athlétique ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à la Fédération tahitienne de rugby ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à la Fédération tahitienne de voile ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), au Comité polynésien des sports mécaniques.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 0003, article 10, paragraphe 10, du compte d'affectation spéciale n° 902-17, exercice 1998.

Par arrêté n° 566 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Au titre du Fonds national pour le développement du sport, des subventions sont accordées en faveur du développement du sport de masse, aux ligues, comités, fédérations et associations de Polynésie française :

- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à la Fédération tahitienne de rugby ;
- la somme de trois cent mille francs pacifiques (300.000 F CFP), soit seize mille cinq cents francs français (16.500 FF), à la Fédération polynésienne de handball ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), au Comité polynésien des sports mécaniques.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 0003, article 10, paragraphe 10, du compte d'affectation spéciale n° 902-17, exercice 1998.

Par arrêté n° 567 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Une subvention est accordée au titre des actions partenariales pour les initiatives, les loisirs et l'insertion des jeunes (aides individuelles), d'un montant de sept mille sept cents francs français (7.700 FF), soit cent quarante mille francs pacifiques (140.000 F CFP), à Mlle Bodin Heinui ; d'un montant de cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), soit cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), à M. Barsinas André ; d'un montant de cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), soit cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), à M. Barsinas Arthur ; d'un montant de cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), soit cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), à M. Fournier Sébastien.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43-90, article 22, paragraphe 41, exercice 1998.

Par arrêté n° 568 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Au titre de la promotion du sport et du développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre (PLAS), des subventions sont accordées en faveur des actions mises en place par les associations de Polynésie française :

- la somme de vingt-sept mille cinq cents francs français (27.500 FF), soit cinq cent mille francs pacifiques (500.000 F CFP), à l'association sportive Dragon ;
- la somme de onze mille francs français (11.000 FF), soit deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), à l'association sportive Tahiti surf club ;
- la somme de sept mille cinq cents francs français (7.500 FF), soit cent trente-six mille trois cent soixante-trois francs pacifiques (136.363 F CFP), à l'association Tamarii Punaruu, section athlétisme.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43-91, article 42, paragraphe 34, section 132, exercice 1998.

Par arrêté n° 569 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— A l'article 1er de l'arrêté n° 130 du 25 février 1997, lire en lieu et place de "M. Jean-Marc Therouanne", "M. Steeve Raoult".

Par arrêté n° 570 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Au titre de la promotion du sport et du développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre (PLAS), des subventions sont accordées en faveur des actions mises en place par les associations de Polynésie française :

- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association sportive Mara'a-Nui ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association sportive Mataiea volley-ball ;
- la somme de un million quatre cent mille francs pacifiques (1.400.000 F CFP), soit soixante-dix-sept mille francs français (77.000 FF), à l'association Profession sport animation ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à l'association Ikale Tahi ;
- la somme de quatre cent mille francs pacifiques (400.000 F CFP), soit vingt-deux mille francs français (22.000 FF), à l'association Excelsior, section basket-ball ;
- la somme de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP), soit onze mille francs français (11.000 FF), à l'association Paloma ;
- la somme de cent mille francs pacifiques (100.000 F CFP), soit cinq mille cinq cents francs français (5.500 FF), à l'association Tamariri Ha'avai.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43-91, article 42, paragraphe 34, section 132, exercice 1998.

Par arrêté n° 571 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 octobre 1998.— Une subvention est accordée au titre des actions partenariales pour les initiatives, les loisirs et l'insertion des jeunes (aides individuelles) :

- d'un montant de vingt-huit mille six cents francs français (28.600 FF), soit cinq cent vingt mille francs pacifiques (520.000 F CFP), à la coopérative du centre de jeunes adolescents de Faaroa ;
- d'un montant de trente-quatre mille six cent cinquante francs français (34.650 FF), soit six cent trente mille francs pacifiques (630.000 F CFP), à l'association Harii Taata.

La dépense est imputable au budget de l'Etat, "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43-90, article 22, paragraphe 41, exercice 1998.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 98-171 APF du 29 octobre 1998 portant modification des articles 2 et 7 de la délibération modifiée n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territoriale.

NOR : AFS8901294DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT modifiée du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-20 AT modifiée du 10 mars 1994 portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territoriale ;

Vu la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territoriale, modifiée par les délibérations n° 96-102 APF du 8 août 1996 et n° 96-170 APF du 19 décembre 1996 ;

Vu l'arrêté n° 1122 CM du 24 août 1998 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du régime de solidarité en sa séance du 3 juillet 1998 ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SC du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 155-98 du 13 octobre 1998 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération modifiée n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territoriale, est modifié comme suit :

Conditions de résidence et période d'admission

2.1 - Peut prétendre au bénéfice du régime de solidarité territoriale, toute personne :

- séjournant légalement sur le territoire depuis plus de six mois de façon continue ;
- ou dont le centre des intérêts familiaux, matériels et moraux est fixé en Polynésie française.

2.2 - L'admission au régime de solidarité territoriale est accordée pour un an, sauf affiliation à un régime d'assurance avant le terme de cette période.

Art. 2.— L'article 7 de cette même délibération est modifié comme suit :

Pièces à fournir à l'appui d'une demande d'admission

La demande d'admission au bénéfice du régime de solidarité territoriale est constituée par la réunion des pièces suivantes :

- lettre de demande adressée au président de la commission d'admission ;
- fiche de renseignements sur la situation familiale et financière entièrement complétée ;
- fiche familiale d'état civil datant de moins de trois mois ;
- extrait d'acte de naissance datant de moins de trois mois lorsque le postulant n'est pas immatriculé à la Caisse de prévoyance sociale ;
- photocopie d'une pièce d'identité ;
- document justifiant que l'intéressé réside depuis six mois en Polynésie française ;
- tout autre document nécessaire à l'instruction de la demande.

Lorsque le postulant ne remplit pas la condition de séjour continu prévue à l'article 2.1 de la présente délibération :

- tout document attestant que le centre des intérêts familiaux, matériels, et moraux du postulant est fixé en Polynésie française ;
- un procès-verbal d'enquête sociale, à la demande de la commission d'admission.

Le reste sans changement.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-172 APF du 29 octobre 1998 approuvant le bilan d'application de la T.V.A. au cours du premier semestre 1998.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-24 APF du 11 février 1997 modifiée, instituant une taxe sur la valeur ajoutée et portant modification de la fiscalité douanière ;

Vu l'arrêté n° 1390 CM du 21 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre de convocation n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 165-98 du 22 octobre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le bilan de l'application de la T.V.A. au cours du 1er semestre 1998 est approuvé.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-173 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur des projets de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998 portant extension et adaptation de règles acoustiques et thermiques en matière de construction dans les départements d'outre-mer, de règles de sécurité et d'accessibilité des bâtiments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et du régime de l'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 portant actualisation et adaptation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 relative à la modernisation des codes des douanes et au contrôle des transferts financiers avec l'étranger dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 portant actualisation et adaptation des règles relatives aux garanties de recouvrement et à la procédure contentieuse en matière d'impôts en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 98-582 du 8 juillet 1998 relative au régime de l'enseignement supérieur dans les territoires d'outre-mer du Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 relative à l'organisation juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 portant extension aux D.O.M., collectivités territoriales et territoires d'outre-mer de dispositions concernant le droit civil, le droit commercial et certaines activités libérales ;

Vu l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 relative au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'ordonnance n° 98-776 du 2 septembre 1998 relative à l'adhésion des chambres d'agriculture de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ;

Vu la délibération n° 98-19 APF du 9 avril 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance portant modernisation du code des douanes applicable en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-20 APF du 9 avril 1998 concernant l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance portant actualisation des règles relatives à la procédure de recouvrement et à la procédure contentieuse en matière d'impôts en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-49 APF du 29 avril 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance portant modernisation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 98-58 APF du 20 mai 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance relative au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 98-63 APF du 11 juin 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance portant extension et adaptation du régime de l'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-66 APF du 11 juin 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance relatif au régime de l'enseignement supérieur dans les territoires d'outre-mer du Pacifique ;

Vu la délibération n° 98-67 APF du 11 juin 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance relative à l'organisation juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 98-85 APF du 9 juillet 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer de diverses dispositions d'ordre électoral ;

Vu la délibération n° 98-86 APF du 9 juillet 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance portant extension et adaptation de dispositions pénales ;

Vu la délibération n° 98-87 APF du 9 juillet 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance portant extension aux départements, collectivités territoriales et territoires d'outre-mer de dispositions intéressant le droit civil, le droit commercial et certaines activités commerciales et libérales ;

Vu la délibération n° 98-123 APF du 6 août 1998 relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet d'ordonnance portant modification de la composition de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ;

Vu la lettre n° 1391 DRCL du 25 septembre 1998 du haut-commissaire soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française des projets de loi portant modification des ordonnances prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 166-98 du 22 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998 :

I- A l'article 4, alinéa 1, de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998, l'expression "Lorsque les comptes épargne-logement..." devra être modifiée comme suit par la loi de ratification : "Lorsque les comptes et plans épargne-logement..."

II- L'Office des postes et télécommunications devra faire partie des organismes susceptibles d'avoir des comptes ou plans domiciliés en son sein.

Art. 2.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 :

L'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable au projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 en ses dispositions concernant la Polynésie française pour non-respect, par le Gouvernement de la République, des règles et principes de valeur constitutionnelle et de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française.

En conséquence, elle émet le vœu que le titre Ier de cette ordonnance soit rapporté par la loi de ratification.

Art. 3.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable au projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 relative à la modernisation du code des douanes.

II- Le § E du II de l'article 2 de l'ordonnance devrait être rédigé comme suit :

"Aux articles 60 *bis*, 403, 431 et 432 *bis* du code des douanes, les valeurs exprimées en francs sont remplacées par des valeurs exprimées en francs CFP, conformément au tableau ci-après :

— article 60 <i>bis</i>	10.000 à 270.000 F CFP
— article 403	5.000 F CFP
— article 431	200 F CFP
— article 432 <i>bis</i>	20.000 à 1.800.000 F CFP

III- Au premier alinéa du II de l'article 2 de l'ordonnance, la mention "322 *bis*" doit être ajoutée dans le titre XII, avant la mention "335".

Art. 4.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable à ce que la loi de ratification de l'ordonnance susvisée rende applicables les articles 2 à 11.

II- L'assemblée de la Polynésie française souhaite que la loi de ratification modifie le II de l'article 1er ainsi qu'il suit :

"les dispositions du I ci-dessus sont applicables aux centimes additionnels perçus au profit des communes ou de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers, aux taxes communales assimilées aux contributions directes, aux redevances pour services rendus et aux taxes perçues pour le compte d'organismes tiers. Le privilège créé au profit de ces taxes prend rang immédiatement après celui du territoire de la Polynésie française."

III- L'assemblée de la Polynésie française émet le vœu que les dispositions dont l'adoption avait été proposée au mois d'avril et qui relèvent du règlement soient adoptées à très court terme par les autorités compétentes.

Ce dispositif concerne notamment :

- la procédure contentieuse,
- le droit de communication.

Art. 5.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-582 du 8 juillet 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française réitère ses observations déjà formulées à l'article 1er 1°) et 3°) de la délibération n° 98-66 APF du 11 juin 1998.

a) - *Observations au sujet de l'article 1er de l'ordonnance remplaçant l'article 72 de la loi du 26 janvier 1984 :*

Si la réduction à 30 membres maximum du conseil d'administration est positive, eu égard à la taille réduite de l'université, ce texte ne prévoit pas que le territoire soit représenté dans les autres instances de l'université (commission permanente, conseil scientifique, conseils de composantes).

L'article doit prévoir expressément que la Polynésie française sera représentée dans toutes les instances de l'université (conseil d'administration, commission permanente, conseil scientifique) et de ses composantes (conseils de composantes).

b) - *Observations au sujet de l'article 2 de l'ordonnance qui ajoute un article 74 à la loi du 26 janvier 1984 :*

Cette disposition ne paraît pas relever du domaine de la loi. L'université dans le cadre de son autonomie doit pouvoir, même sans texte, organiser toutes conférences jugées utiles avec les laboratoires et organismes de recherche implantés dans le territoire où elle est située.

II- L'assemblée de la Polynésie française réitère par ailleurs ses vœux énoncés à l'article 2 de la délibération n° 98-66 APF :

a) Concernant le complément de l'article 71 de la loi du 26 janvier 1984 :

Au lieu de réserver les compétences attribuées au territoire de la Polynésie française par la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, un article 71.1 ajouté à la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 doit réserver expressément toutes les compétences et attributions dévolues aux autorités du territoire, à ses établissements publics en matière de formation post-secondaire

par les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles, notamment celles destinées à l'Ecole normale mixte de Polynésie française (E.N.M.P.F.) en matière de recrutement et de formation des enseignants du premier degré. Cette réserve doit expressément s'appliquer aux articles 1er, 12 et 18 de la loi n° 84-52.

b) Concernant la conservation du sigle actuel "U.F.P." par la nouvelle université implantée en Polynésie.

Art. 6.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable à la rédaction de l'article 1er de l'ordonnance.

L'article 20 devrait être rédigé conformément aux propositions figurant aux II et III de l'article 1er de la délibération n° 98-86 APF du 9 juillet 1998 susvisée.

II- L'assemblée de la Polynésie française réitère l'avis défavorable émis sur l'article 2 de l'ordonnance au motif que la matière traitée relève de la compétence de la Polynésie française et ne peut donc être étendue au territoire que par une loi organique.

III- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable à la rédaction de l'article 4 de l'ordonnance.

L'assemblée de la Polynésie française demande que cet article soit rédigé conformément aux propositions figurant aux II et III de l'article 3 de la délibération du 9 juillet 1998 susvisée.

IV- L'article 5 de l'ordonnance devrait être complété d'un III ainsi rédigé :

"Le dernier tiret de l'article 9 de la loi du 21 mai 1836 est modifié comme suit :

les mots "et qui se caractérisent par des mises et des lots de faible valeur" sont supprimés et la phrase "les institutions de la Polynésie française déterminent les modalités d'organisation de ces loteries, notamment le montant des mises et des lots" est rajoutée."

V- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable à la rédaction de l'article 6 de l'ordonnance pour ce qui concerne l'extension en Polynésie française des activités du Pari Mutuel Urbain.

VI- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable sur la rédaction retenue pour l'article 8 de l'ordonnance.

L'assemblée de la Polynésie française demande que cet article soit réécrit selon les propositions formulées au II de l'article 6 de la délibération du 9 juillet 1998 susmentionnée.

VII- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable sur la rédaction retenue pour l'article 9 de l'ordonnance.

L'assemblée de la Polynésie française demande que cet article soit réécrit comme suit :

"Art. 9.— L'article 113-12 du code pénal est applicable dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte."

VIII- L'ordonnance sera aussi complétée d'un article supplémentaire rédigé comme suit :

"Il est ajouté à l'article 850 du code de procédure pénale un alinéa rédigé comme suit :

Le montant des amendes forfaitaires et les modalités d'acquittement de ces amendes sont fixés par les assemblées délibérantes des territoires."

IX- Il est proposé d'ajouter un article à l'ordonnance rédigé comme suit :

"L'article 809-1 du code de procédure pénale est complété comme suit :

A ce titre, les agents et fonctionnaires de l'Etat ou des territoires, commissionnés par leur administration peuvent notamment, dans le cadre de la recherche et de la constatation des infractions, procéder à des consignations, des prélèvements d'échantillon, des saisies, des retraits de la consommation, édicter des interdictions ou des prescriptions, et sont habilités à effectuer des visites dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat."

Art. 7.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable concernant les articles 5 et 6 de l'ordonnance.

II- a) En liminaire, l'assemblée de la Polynésie française rappelle que l'Etat ne dispose en aucune manière du pouvoir de transformer, en Polynésie française, la section locale du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes, qui a vocation à assurer l'indépendance de la profession, veiller au respect des devoirs professionnels et statuer sur les demandes d'inscription au tableau. A ce titre, elle perçoit les cotisations des professionnels exerçant en Polynésie française.

Cette compétence a été conférée au territoire, depuis la loi statutaire de 1984. Dès lors, il appartient à l'assemblée de la Polynésie française de procéder à la transformation, le cas échéant, de l'actuelle section locale du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes, qui perdure en l'état, nonobstant la création de la chambre territoriale de discipline.

b) Concernant le corps de l'article 7 de l'ordonnance, l'assemblée de la Polynésie française constate que les modifications et adaptations demandées par délibération n° 98-67 APF du 11 juin 1998 susvisée n'ont pas toutes été retenues.

En conséquence, l'assemblée de la Polynésie française réitère sa demande pour que les points 1, 2, 3, 4, 10 et 11 de l'article 2 de la délibération du 11 juin 1998 soient retenus.

c) A l'article L 471-III 2° et 3°, les mots "pour les autorités exécutives du territoire en charge de la santé publique" et "par les autorités du territoire en charge de la santé publique" sont remplacés par les mots : "par le ministre territorial chargé de la santé et le chef du service de la santé".

A défaut de satisfaction à ces demandes, l'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable sur le projet de loi de ratification.

III- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable à la rédaction de l'article 4 de l'ordonnance.

Art. 8.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 :

I- L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable à ce que la loi soumise à son avis valide les articles 1, 3, 4, 6 I, 9, 11, 12, 13, 21 et 22 de l'ordonnance.

II- La loi de validation devra soustraire les articles 2, 5, 6 II, 7 et 10 de l'ordonnance de l'applicabilité en Polynésie française.

III- L'assemblée de la Polynésie française émet le vœu que la loi de ratification prévoie une prise en charge des dépenses relatives aux élections à l'assemblée de la Polynésie française par le budget de l'Etat.

IV- Pour tenir compte de l'éparpillement et l'éloignement de certains archipels, notamment les Marquises et Gambier, il conviendrait d'augmenter les délais de distance prévus à l'article 13 de l'ordonnance n° 98-730.

Art. 9.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998

I- L'assemblée de la Polynésie française donne un avis favorable à ce que le Parlement ratifie les articles 1, 2, 3, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 14 et 16 de l'ordonnance.

II- a) La loi de ratification devra soustraire l'article 13 de l'ordonnance de l'applicabilité en Polynésie française, dès lors que ce dernier prévoit l'extension de l'article 1er de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989, et qu'il ne permet pas l'extension du décret prévu à l'article 23 de cette même loi.

b) La loi de ratification devra exclure l'article 15 de l'applicabilité en Polynésie française, dans la mesure où ce dernier prévoit la compétence des communes de Polynésie française pour autoriser l'installation d'un réseau de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore ou de télévision.

III- L'assemblée de la Polynésie française formule le vœu que soient étendues les lois suivantes en tant qu'elles concernent la création de groupements d'intérêt public :

- loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
- loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;
- loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ;
- loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation ;
- loi n° 89-487 du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance ;
- loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi ;
- loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service de la poste et des télécommunications ;
- loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
- loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;
- loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs ;

- loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991 relative à la formation professionnelle et à l'emploi ;
- loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours ;
- loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail.

Art. 10.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 :

I- L'Assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable à ce que les articles 1, 2, 3, 5, 7, 8, 9 et 10 soient rendus applicables par la loi de ratification.

II- L'Assemblée de la Polynésie française demande à ce que la loi de ratification exclue de l'applicabilité en Polynésie française le cinquième alinéa de l'article 94-II rendu applicable par l'article 4 de l'ordonnance n° 98-775.

Art. 11.— De la ratification de l'ordonnance n° 98-776 du 2 septembre 1998 :

L'Assemblée de la Polynésie française donne un avis favorable au projet de loi de ratification de l'ordonnance n° 98-776 du 2 septembre 1998.

Art. 12.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République, aux présidents de la commission des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-174 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes.

NOR : DC19801655DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963, modifiée portant réglementation du service des douanes de Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 23 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 168-98 du 27 octobre 1998 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'article 142 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée est complété par le point 3 ainsi rédigé :

"3. - a) aux navires de plaisance, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et moyens de transports autpropulsés pouvant circuler par voie terrestre, maritime ou aérienne, transportés à bord de ces navires et destinés à une simple activité touristique non lucrative".

- b) aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française et moyens de transports autpropulsés pouvant circuler par voie terrestre, maritime ou aérienne, transportés à bord de ces navires".

Les conditions d'application du régime de l'admission temporaire accordé aux navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, sont définies par arrêté pris en conseil des ministres".

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-175 APF du 29 octobre 1998 portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française.

NOR : DC19801654DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963, modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 97-24 APF du 11 février 1997 modifiée instituant une taxe sur la valeur ajoutée et portant modification de la fiscalité douanière ;

Vu la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 modifiée approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1998 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 97-99 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1403 CM du 23 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 169-98 du 27 octobre 1998 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est institué un régime fiscal privilégié d'exonération applicable à l'avitaillement en produits pétroliers des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé.

Il est créé à cet effet une position tarifaire S.H spécifique dénommée "gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé", codification 27.10.00.41, quantité complémentaire "litre", autres réglementations (5), droits et taxes, D.D.10% (4), D.F.E. EX, T.N.P.S. EX, T.V.A. EX, T.S.P.E. EX, autres (1), export (1).

Art. 2.— Il est institué un régime fiscal privilégié d'exonération applicable à l'avitaillement en produits pétroliers des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française.

Il est créé à cet effet une position tarifaire S.H spécifique dénommée "gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française", codification 27.10.00.42, quantité complémentaire "litre", autres réglementations (5), droits et taxes, D.D.10% (4), D.F.E. EX, T.N.P.S. EX, T.V.A. EX, T.S.P.E. EX, autres (1), export (1).

Art. 3.— Bénéficiaire de l'exonération définie aux articles 1er et 2 de la présente délibération, les navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé, et les navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, ayant accompli les formalités déclaratives d'entrée sur le territoire douanier de la Polynésie française et remplissant les conditions pour bénéficier du régime douanier de l'admission temporaire.

Art. 4.— L'article 5 de la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1998, fixant la liste des hydrocarbures exonérés de la taxe spéciale pour la protection de l'environnement (T.S.P.E.) est complété comme suit :

- 27.10.00.41 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé ;
- 27.10.00.42 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française".

Art. 5.— La délibération n° 97-24 APF du 11 février 1997 modifiée instituant une taxe sur la valeur ajoutée et portant modification de la fiscalité douanière est modifiée comme suit : l'annexe visée au 1° de l'article 348-8 du code des impôts est complétée comme suit ; ajouter les nouvelles codifications tarifaires suivantes :

- "27.10.00.41 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé" ;
- 27.10.00.42 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française."

Art. 6.— La liste des produits pétroliers définis à l'article 2 de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" est complétée par "Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé" relevant de la codification tarifaire 27.10.00.41 et "Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française" relevant de la codification douanière 27.10.00.42.

Art. 7.— La liste des produits pétroliers définis à l'article 6 de la délibération n° 97-99 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures" est complété par :

- Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé, relevant de la codification douanière 27.10.00.41 ;
- Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française relevant de la codification douanière 27.10.00.42.

Art. 8.— Des arrêtés d'application fixent les modalités pratiques de mise en œuvre de la présente délibération.

Art. 9.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-176 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 autorisant le territoire à participer au capital de la S.A. Air Tahiti Nui.

NOR : FCO8901619DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 autorisant le territoire à participer au capital de la S.A. Air Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 1374 CM du 15 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 164-98 du 20 octobre 1998 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 est modifié comme suit :

"Le territoire de la Polynésie française est autorisé à participer au capital social de la S.A. Air Tahiti Nui dont l'objet est la création et l'exploitation de lignes aériennes internationales au départ de Tahiti".

Art. 2.— L'article 2 de la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 est modifié comme suit :

"Le Président du gouvernement est habilité à représenter la Polynésie française à la souscription des actions au capital initial ainsi qu'à toute augmentation ultérieure du capital social."

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-177 APF du 29 octobre 1998 portant modification des délibérations portant statut particulier des cadres d'emplois de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL9801527DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française et notamment son article 94 ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-228 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-234 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-243 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des sages-femmes de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-246 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des rééducateurs de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-247 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants qualifiés de laboratoire de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-248 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des manipulateurs d'électroradiologie de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-251 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-128 APF du 20 août 1998 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1315 CM du 2 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 157-98 du 13 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est rajouté aux articles :

- 22 de la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 22 de la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 17 de la délibération n° 95-228 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 21 de la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 23 de la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;

- 22 de la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 17 de la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 21 de la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 19 de la délibération n° 95-234 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 18 de la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 20 de la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 15 de la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 24 de la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 23 de la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 15 de la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 19 de la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 21 de la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 22 de la délibération n° 95-243 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 22 de la délibération n° 95-246 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 22 de la délibération n° 95-247 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 22 de la délibération n° 95-248 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 17 de la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 21 de la délibération n° 95-251 AT du 14 décembre 1995 susvisée ;
- 24 de la délibération n° 98-128 APF du 20 août 1998 susvisée.

Un 5e libellé comme suit :

"de bénéficier à cette date d'une suspension de contrat de travail pour exercer :

- a) des fonctions de membre du gouvernement ou une fonction publique élective quand cette fonction comporte des obligations les empêchant d'assurer normalement leur activité professionnelle ;
- b) des fonctions auprès de la Présidence du gouvernement, de l'assemblée, d'un ministère ou d'un parlementaire national de Polynésie française ;
- c) des fonctions auprès d'une commune, d'une administration de l'Etat ou du territoire de la Polynésie française, d'un établissement public de l'Etat ou du territoire de la Polynésie française, de la délégation de la Polynésie française à Paris ou encore auprès d'un territoire d'outre-mer ;
- d) un mandat syndical."

Art. 2.— Il est rajouté aux articles :

- 15 de la délibération n° 95-249/AT du 14 décembre 1995 ;
- 6 de la délibération n° 95-254 AT du 14 décembre 1995,

un 4e libellé comme suit :

"de bénéficier à cette date d'une suspension de contrat de travail pour exercer :

- a) des fonctions de membre du gouvernement ou une fonction publique élective quand cette fonction comporte des obligations les empêchant d'assurer normalement leur activité professionnelle ;
- b) des fonctions auprès de la Présidence du gouvernement, de l'assemblée, d'un ministère ou d'un parlementaire national de Polynésie française ;
- c) des fonctions auprès d'une commune, d'une administration de l'Etat ou du territoire de la Polynésie française, d'un établissement public de l'Etat ou du territoire de la Polynésie française, de la délégation de la Polynésie française à Paris ou encore auprès d'un territoire d'outre-mer ;
- d) un mandat syndical."

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-178 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 97-94 APF du 29 mai 1997 modifiée relative aux taux des indemnités de déplacement des agents publics relevant du statut général de la fonction publique territoriale.

NOR : PEL9801596DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-94 APF du 29 mai 1997 modifiée relative aux taux des indemnités de déplacement des agents publics relevant du statut général de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1341 CM du 9 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 163-98 du 20 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est ajouté à l'article 1er de la délibération n° 97-94 APF relative aux taux des indemnités de déplacement des agents publics relevant du statut général de la fonction publique territoriale modifiée, un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"Une avance dont le montant est plafonné à 75 % du montant prévisible de ladite indemnité, peut être versée à la demande de l'agent visé à l'alinéa précédent, lorsque celui-ci se déplace à l'extérieur du territoire et dans une île autre que Tahiti et Moorea."

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-179 APF du 29 octobre 1998 modifiant la délibération n° 92-173 AT du 13 octobre 1992 portant institution d'un régime de frais de transport et de déplacement des membres du Conseil économique, social et culturel.

NOR : FLO9801503DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 92-173 AT du 13 octobre 1992 portant institution d'un régime de frais de transport et de déplacement des membres du Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1316 CM du 2 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 158-98 du 13 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est ajouté un troisième alinéa à l'article 3 de la délibération n° 92-173 AT du 13 octobre 1992 portant institution d'un régime de frais de transport et de déplacement des membres du Conseil économique, social et culturel, ainsi rédigé :

"Le président du Conseil économique, social et culturel voyage, par voie aérienne, en classe affaire, lors de ses missions".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-180 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant les amendements à la convention Inmarsat en vue de sa transformation en une nouvelle Inmarsat.

NOR : SPT9801500DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1075 DRCL du 10 août 1998 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi autorisant les amendements à la convention Inmarsat en vue de sa transformation en une nouvelle Inmarsat ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la lettre n° 228 CM du 5 octobre 1998 du Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 159-98 du 13 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable au projet de loi relatif aux amendements à la convention Inmarsat en vue de sa transformation en une nouvelle Inmarsat, en tant qu'il vient remettre en cause le monopole, existant à ce jour, en matière de postes et télécommunications exercé par l'Office des postes et télécommunications.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, avec son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-181 APF du 29 octobre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (faite à Espoo, le 25 février 1991).

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1022 DRCL du 30 juillet 1998 du haut-commissaire soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française le projet de loi susvisé ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 167-98 du 27 octobre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie donne un avis défavorable au projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (faite à Espoo, le 25 février 1991).

Art. 2.— L'assemblée de la Polynésie française demande à l'Etat d'utiliser l'article 14 de la convention pour présenter aux autres parties un projet d'amendement excluant la Polynésie française du champ d'application de la convention.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-182 APF du 29 octobre 1998 portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de la statistique pour l'exercice 1997.

NOR : IT50601539DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 2 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1370-98 APF/SG du 22 octobre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 156-98 du 13 octobre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 29 octobre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut territorial de la statistique, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme de deux cent vingt-trois millions onze mille quatre cent trente-trois francs CFP (223.011.433 F CFP), se décomposant :

1) Section de fonctionnement :	214.031.935 F CFP
2) Section d'investissement :	8.979.498 F CFP
TOTAL	223.011.433 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut territorial de la statistique, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme de *deux cent trente-sept millions cinquante-quatre mille trois cent trente-quatre francs CFP* (237.054.334 F CFP), se décomposant :

1) Section de fonctionnement :	234.719.659 F CFP
2) Section d'investissement :	2.334.675 F CFP
TOTAL	237.054.334 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Institut territorial de la statistique, pour l'exercice 1997, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
Recettes	214.031.935	8.979.498	223.011.433
Dépenses	234.719.659	2.334.675	237.054.334
Résultat	- 20.687.724	+ 6.644.823	- 14.042.901

Art. 4.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1438 CM du 2 novembre 1998 portant agrément de la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" au bénéfice des dispositions du code des investissements.

NOR : STD9701342AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 91-98 AT du 24 août 1992 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire, est accordé à la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" entrant dans la catégorie A3 (établissements hôteliers en activité depuis plus de 5 ans qui réalisent des investissements visant à l'amélioration des conditions d'accueil et d'animation ou à leur rénovation) pour son programme de rénovation des chambres de l'hôtel "Tahiti Beachcomber Parkroyal".

Art. 2.— Le montant hors droits de l'investissement est de *quarante-cinq millions huit cent vingt-sept mille huit cent quatorze francs pacifiques* (45.827.814 F CFP).

Art. 3.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales décrites à l'article 4 suivant, plafonné à hauteur de *un million huit cent quatre-vingt-onze mille quatre francs pacifiques* (1.891.004 F CFP), soit au taux de 4,12 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Art. 4.— Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à *un million huit cent quatre-vingt-onze mille quatre francs pacifiques* (1.891.004 F CFP).

Art. 5.— En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, la S.A. "Tahiti Beachcomber Parkroyal" est tenue aux obligations administratives et comptables définies par l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 pendant une durée fixée à 3 ans.

Art. 6.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

Art. 7.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique, de l'énergie
et de la circonscription portuaire
des îles du Vent,
Georges PUCHON.

NOR : AFD9801678AC

Par arrêté n° 1439 CM du 3 novembre 1998.— Est autorisé l'échange sans soulte de la terre Tearu et Keke, pour une superficie de 75.223 (*soixante-quinze mille deux cent vingt-trois*) mètres carrés, cadastrée A1, n° 6, appartenant aux légataires et ayants droit de M. Paul Mihimana Araia Tererea, contre les terres domaniales Keke, Neke 2, Teregataheto 2, cadastrées respectivement A1 n° 7, A1 n° 9 et A1 n° 11, pour une superficie totale de 85.190 (*quatre-vingt-cinq mille cent quatre-vingt-dix*) mètres carrés.

Est autorisé l'échange sans soulte de la terre Pirake pour une superficie de 53.960 (*cinquante-trois mille neuf cent soixante*) mètres carrés, cadastrée A1 n° 3, appartenant aux légataires et ayants droit de Hiriaata a Tufaunuku, contre la terre domaniale Topimarie, cadastrée A3 n° 135, pour une superficie de 67.220 (*soixante-sept mille deux cent vingt*) mètres carrés.

Est autorisé l'échange sans soulte de la terre Rokati d'une superficie de 18.520 (*dix-huit mille cinq cent vingt*) mètres carrés, cadastrée C3 n° 76, appartenant à M. François Legayic, contre la terre domaniale Perehi cadastrée A5 n° 172, pour une superficie de 34.620 (*trente-quatre mille six cent vingt*) mètres carrés.

Ces échanges, passés en la forme administrative, sont destinés à acquérir la maîtrise foncière des terrains nécessaires à la création de l'aérodrome de Ahe.

L'échange est effectué sur la base de valeurs définies par la commission des évaluations immobilières, en sa séance du 24 juin 1998.

NOR : IFM9801694AC

Par arrêté n° 1446 CM du 6 novembre 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé réuni le 9 octobre 1998 :

- délibération n° 25-98 ITRM du 9 octobre 1998 autorisant le directeur à prendre en charge les frais de transport et de séjour de M. C. Pilet effectuant une mission préalable à un audit scientifique pour l'Institut Malardé ;
- délibération n° 26-98 ITRM du 9 octobre 1998 autorisant le directeur à modifier les coefficients de calcul des prix de vente des produits distribués par le département distribution de l'Institut Malardé en fonction de la réglementation en vigueur.

Délibération n° 26-98 ITRM du 9 octobre 1998

Article 1er.— Le directeur est autorisé à modifier les coefficients de calcul des prix de vente des produits distribués par le département de distribution de l'Institut Malardé en fonction de la réglementation fiscale ou économique en vigueur en matière de prix des médicaments, vaccins et produits de laboratoire. La gamme des produits figure dans la liste suivante.

Produits distribués

par le département distribution de l'Institut Louis-Malardé

1) Réactifs et petits matériels de laboratoire

- réactifs de laboratoire "exonérés" ;
- réactifs de groupages sanguins ;
- réactifs "bateau" ;
- réactifs de laboratoire ;
- réactifs de laboratoire "US" ;
- pièces détachées ;
- petit matériel "bateau" ;
- petit matériel "US" ;
- petit matériel "avion".

2) Produits vétérinaires

- sérums et vaccins ;
- réactifs.

3) Sérums et vaccins humains

- produits pour les collectivités.

4) Produits allergéniques

- matériel ;
- housses ;
- allergène spécial individuel ;
- coffret traitement.

NB : Les prix maximaux de ces produits sont calculés sur la base d'un coefficient qui résulte de la réglementation fiscale et économique en vigueur en Polynésie française et notamment en matière de prix.

ERRATUM à l'arrêté n° 1424 CM du 29 octobre 1998 modifiant l'arrêté n° 79 CM du 16 janvier 1998 fixant la liste du personnel affecté à l'établissement public administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes", paru au J.O.P.F. n° 45 du 5 novembre 1998, page 2316.

Au lieu de :

" Jusqu'au 31 août 1998 : Jean-Marie Simon" ;

Lire :

" Jusqu'au 31 août 1997 : Jean-Marie Simon".

Le reste sans changement.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Par arrêté n° 1208 PR du 2 novembre 1998.— L'article 1er de l'arrêté n° 736 PR du 6 août 1996 constatant la désignation des représentants des organisations professionnelles et syndicales représentatives des salariés est ainsi modifié :

Au lieu de : Confédération syndicale Otahi, 1 siège, représentée par : Théodore Cérans-Jérusalem ;

Lire : Confédération syndicale Otahi, 1 siège, représentée par : Teamio Tuarau.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1219 PR du 2 novembre 1998.— Les agents du service du développement rural dont les noms suivent sont habilités et commissionnés à constater les infractions à la réglementation sur la protection des végétaux en Polynésie française :

Tetuanui Noa, Pahuri Tepoi, Chonk-Mook Tehina, Tuanaa Tu Huri, Falchetto Joseph, Pukoki Benjamin, Apuarii Claude, Sulpice Robert, Boussard Tahia, Tetohu Félix, Hahe Joël, Taaviri Albert, Wholer Jules, Malet Jean-Pierre.

A cet effet, ils prêteront le serment prescrit par la loi.

Par arrêté n° 1224 PR du 3 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Rapa pour l'acquisition d'un camion à benne de 4,5 m³, destiné au ramassage des déchets, dont le coût est estimé à huit millions cent cinquante mille francs CFP (8.150.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à trois millions deux cent soixante mille francs CFP (3.260.000 F CFP) représentant 40 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Rapa s'engage à financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Rapa selon les modalités de versement suivantes :

- 100 % à la réception du camion sur attestation du maire de la commune.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;

- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune de Rapa s'engage à assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation de l'équipement acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1225 PR du 3 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Rapa pour la construction d'un centre socio-culturel dont le coût est estimé à *douze millions de francs CFP* (12.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *quatre millions huit cent mille francs CFP* (4.800.000 F CFP) représentant 40 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Rapa est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Rapa sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose de toutes les autorisations administratives et réglementaires exigées pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages subventionnés et d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 %, soit *deux millions quatre cent mille francs CFP* (2.400.000 F CFP), à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune et sur production des documents relatifs aux autorisations administratives et réglementaires précitées ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1226 PR du 3 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Rurutu pour la réalisation du bétonnage de la route Léon Mita dans le village de Hauti, estimée à *quatorze millions deux cent mille francs CFP* (14.200.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *sept millions cent mille francs CFP* (7.100.000 F CFP) représentant 50 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Rurutu est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Rurutu dans les conditions suivantes :

- 30 %, soit *deux millions cent trente mille francs CFP* (2.130.000 F CFP), à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune ;
- trois tranches de 20 % au fur et à mesure de la justification de la réalisation de 80 % des dépenses de la tranche précédente attestée par un relevé des mandats émis, jusqu'à concurrence de 90 % du plafond défini à l'article 2 ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1227 PR du 3 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Rurutu pour la réalisation de forages d'exploitation à Hauti, Moerai collège et Moerai atelier, dont le coût est estimé à *dix millions de francs CFP* (10.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *cinq millions de francs CFP* (5.000.000 F CFP) représentant 50 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Rurutu s'engage à financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Rurutu, sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération, selon les modalités de versement suivantes :

- 100 % à la réception définitive des travaux.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune de Rurutu s'engage à assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation de l'équipement acquis avec le concours du territoire.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1203 PR du 2 novembre 1998.— Les agents de 1^{re} catégorie figurant sur la liste ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française :

- Mme Bourgeois Valérie, épouse Roy, biologiste, vétérinaire, pharmacien et chirurgien-dentiste de 2^e classe, au service du développement rural (développement de l'élevage), à compter du 6 novembre 1997 ;
- M. Denis Philippe, biologiste, vétérinaire, pharmacien et chirurgien-dentiste de 2^e classe, à la direction de la santé (circonscription médicale des îles Marquises), à compter du 28 avril 1997 ;
- M. Vitaud Stéphane, biologiste, vétérinaire, pharmacien et chirurgien-dentiste de 2^e classe, à la direction de la santé (circonscription médicale des îles Marquises), à compter du 7 novembre 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 8121 MFR du 2 novembre 1998.— Me Philippe Clemencet, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter du territoire du 4 novembre 1998 au 11 novembre 1998.

A compter du 4 novembre 1998 et pendant l'absence de Me Philippe Clemencet, M. Serge Villet est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

Par arrêté n° 8181 MAA.AU du 4 novembre 1998.— Le dossier correspondant à la réalisation des 7 lots du lotissement Tetiapa sis à Punaauia sur les parcelles cadastrées, section AE n° 233 et n° 234, enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) le 26 août 1998 sous le n° L/97-10, est composé comme suit :

- plan de bornage ;
- plan de récolement.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Punaauia et du service de l'urbanisme (section urbanisme, opérationnel et construction).

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE, DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION PORTUAIRE DES ILES DU VENT

Par arrêté n° 1209 PR du 2 novembre 1998.— Dans le cadre du dispositif de soutien territorial à l'exportation, l'entreprise désignée ci-après est attributaire de l'aide suivante (en F CFP) :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° TAHITI	Montant de l'aide accordée
E.U.R.L. Tahiti Manutea J.M.C.	4625 B	259150	120.000

L'entreprise doit, dans les six mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du commerce extérieur de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Par arrêté n° 8091 MEC du 2 novembre 1998.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes (en F CFP) :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° TAHITI	Montant de l'aide accordée
Ent. D.D. Services/Riemer Teiva	30185 A	444042	200.000
Ent. Mapuhi Bérinda	19662 A	133223	800.000
Ent. Vert 2000/Chebret Edith	30487 A	449157	200.000
Foster Sandie	30470 A	448860	130.000
Gras-Lalouette Christina/Snack Vahiria	26490 A	286609	500.000
Hareva Jacques	30600 A	453977	400.000
Huna Lillane	26974 A	394619	240.000
Laughlin Mathilda/Garderie Natorea	-	446013	500.000
Manuel Michel	24192 A	082149	300.000
Richmond Tom	30117 A	442764	130.000
S.N.C. Assistance Bureaux Services	6632 B	440099	800.000
Tefaata Alwar/Atelier Manuili	29836 A	436998	900.000
Tinihu Fred	30890 A	455279	160.000
Tinorua Raymond Pairai	31188 A	457697	120.000

L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS
PORTUAIRES**

Par arrêté n° 6812 MEQ du 28 septembre 1998.— Les indemnités relatives aux parcelles K449, K451 et B229 (plans 44, 46 et 59) nécessaires à la réalisation de la 3e entrée est de Papeete dans la commune de Arue sont déconsignées et versées au compte bancaire des bénéficiaires comme suit (en F CFP) :

N° de plan	Cadastre	Surf. en m2	Propriétaire	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
44	K449	59	Succession de M. Alexandre,		
46	K451	123	James, Sam,	1.298.000	4.119.001
59	B229	155	Tunieleaiteatupomare	1	
			Arutarahei :	2.821.000	
			Mme Philomène, Luita Voirin		
			veuve Cowan ;		
			M. Terihinoiatua, Alexandre		
			Cowan		

Par arrêté n° 8066 MEQ du 30 octobre 1998.— L'indemnité relative à la construction sur la parcelle expropriée de la terre Rahufenua, lot 2 (plan 27), cadastrée section BO n° 75, s'élevant à la somme de 2.500.000 F CFP est déconsignée et versée à M. Arthur Tupuai.

Par arrêté n° 8144 MEQ du 3 novembre 1998.— L'indemnité relative à la construction sur la parcelle expropriée de la terre Tamato, lot 2, parcelle 2 du lot B dépendant de la parcelle 1 et 2 du lot B, parcelle A (plan 6), cadastrée section BX, n° 70, s'élevant à la somme de 4.382.750 F CFP, est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Josiana Ah Ram, épouse Parayre.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE LA REDISTRIBUTION
ET DE LA VALORISATION
DES TERRES DOMANIALES**

Par arrêté n° 8116 MLD du 2 novembre 1998.— Est affecté au service du plan et de la prévision économique le véhicule administratif de marque Renault Twingo immatriculé D 5055, anciennement affecté à la délégation à l'environnement.

Par arrêté n° 8120 MLD du 2 novembre 1998.— Est accordée gratuitement, dans le cadre du programme de recherche sur la nacre, au profit de l'Ifremer (Centre océanologique du Pacifique), à titre précaire et révocable à tout

moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction avec terme maximum de 9 ans, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 3.600 m2, sis face à la pointe Oututaata, sur la face nord du récif Toafai à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1°) Le bénéficiaire affectera exclusivement l'emplacement maritime au stockage de nacres en vue d'expérimentations scientifiques en laboratoire et sur le site sollicité.

Les installations doivent être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2°) Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier, du service des ressources marines et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation de l'emplacement et la protection du milieu naturel.

3°) Il s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4°) Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard de tout recours contre le territoire.

5°) Enfin, le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire sera tenu d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'il aura établies sur l'emplacement maritime, sans indemnité.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 8180 MEN du 4 novembre 1998 portant délégation de signature du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel à certains agents de la délégation à l'environnement.

Le ministre de l'environnement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 modifié portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1396 CM du 23 octobre 1998 portant nomination de Mme Angéline, Teraï Sabre-Legayic en qualité de délégué à l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Angéline Sabre-Legayic, déléguée à l'environnement, pour signer au nom du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— Mme Angéline Sabre-Legayic est habilitée en outre, à signer les actes et correspondances suivants :

- 1 - *En matière de gestion du personnel :*
 - 1.1 - Notations et avancements d'échelons ;
 - 1.2 - Sanctions disciplinaires (avertissements et blâmes).
- 2 - *En matière de gestion de crédits :*
 - 2.1 - Engagement, certificat de services faits et liquidation des dépenses imputables au budget local et gérées par la délégation à l'environnement.
- 3 - *En matière d'étude et de gestion de l'environnement :*
 - 3.1 - Correspondance relative à l'aménagement des périmètres protégés ;
 - 3.2 - Correspondance relative à la gestion du patrimoine naturel ;
 - 3.3 - Secrétaire de la commission des sites et des monuments naturels.
- 4 - *En matière d'information, d'éducation, de formation :*
 - 4.1 - Avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de protection de l'environnement et du constat des infractions ;
 - 4.2 - Avis et renseignements liés à l'élaboration des documents de plans de développement de gestion ou d'aménagements du territoire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de la déléguée, les délégations visées à l'article 2 sont exercées par le ministre de l'environnement.

Art. 4.— L'arrêté n° 6262 MEN du 10 octobre 1996 est abrogé.

Art. 5.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1998.
Lucie LUCAS.

Par arrêté n° 1229 PR du 4 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'équipement de 300 millions de F CFP (*trois cent millions de francs CFP*) au profit de la Société d'environnement polynésien. Cette dotation est destinée à financer l'investissement initial supporté par la Société d'environnement polynésien pour la réalisation du Centre d'enfouissement technique de Paihoro.

Lorsque le coût final atteint un montant inférieur au projet, le concours financier est réduit en proportion.

Mode de versement, remboursement

La subvention sera débloquée dans les conditions suivantes :

- une avance de 90 millions (*quatre-vingt-dix millions de francs CFP*) représentant 30 % de la subvention globale versée dès signature du présent arrêté ;
- le solde est versé au fur et à mesure dans les conditions précisées dans la convention de concession n° 98-2398 du 3 juillet 1998. Le montant sera calculé en appliquant poste à poste le taux de subvention résultant du plan annexé à la convention, aux dépenses du bimestre considéré ;
- le résultat de ce calcul, minoré de 30 % aux fins de rembourser progressivement l'avance consentie, constituera le montant du versement correspondant au bimestre considéré.

Justification à produire

La Société d'environnement polynésien est tenue de produire au plus tard le 31 décembre 1999, un état des dépenses réalisées justifiant d'un emploi régulier des fonds reçus conformément à l'objet de la subvention. Les documents seront accompagnés d'un rapport d'exécution du programme financé. A défaut de ces documents, un ordre de reversement sera émis à l'encontre de la Société d'environnement polynésien ainsi que dans les cas prévus à l'article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997 relatif aux subventions d'investissement accordées par le territoire de la Polynésie française.

MINISTRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 1200 PR du 2 novembre 1998.— Sont proclamés élus au titre des représentants des professionnels à la commission consultative paritaire des entrepreneurs de taxi, de voiture de remise et de voiture de service particularisé :

Titulaires

Liste d'union "*Te Mau' Aito*" : Bambridge Jacky, Toreia Ah Loy, Tauaroa Noël, Tama Jean et Huaatua David.

Liste "*Piri Piri*" : Hoffer René et Maihota Guy.

Liste syndicale des Forces ouvrières : Teipo Louis.

Suppléants

Liste d'union "*Te Mau' Aito*" : Hart Joël et Nouveau Charles.

Liste "*Piri Piri*" : Huaatua Temahahetuaifaretai.

Liste syndicale des Forces ouvrières : Iotefa Dana.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 38-98 APF/SG du 2 novembre 1998 prenant acte de la démission de M. Patrick Leboucher de ses fonctions de conseiller territorial au sein de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 288 DRCL du 8 avril 1996 portant liste des candidatures aux élections territoriales du 12 mai 1996 ;

Vu le procès-verbal de la commission de recensement général des votes pour les élections à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre de démission de M. Patrick Leboucher en qualité de conseiller territorial en date du 29 octobre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Est pris acte de la démission de M. Patrick Leboucher en tant que conseiller territorial de l'assemblée de la Polynésie française à la date du 1er novembre 1998.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, au Président du gouvernement du territoire, au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.
Justin ARAPARI.

ARRETE n° 39-98 APF/SG du 2 novembre 1998 proclamant M. Charles Deane, conseiller territorial à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 288 DRCL du 8 avril 1996 portant liste des candidatures aux élections territoriales du 12 mai 1996 ;

Vu le procès-verbal de la commission de recensement général des votes pour les élections à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre de démission de M. Patrick Leboucher en qualité de conseiller territorial en date du 29 octobre 1998 ;

Vu l'arrêté n° 38-98 APF/SG du 2 novembre 1998 prenant acte de la démission de M. Patrick Leboucher de ses fonctions de conseiller territorial au sein de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est proclamé élu conseiller territorial à l'assemblée de la Polynésie française, M. Charles Deane à compter du 1er novembre 1998.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, au Président du gouvernement du territoire, au haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.
Justin ARAPARI.

AUTRES

CHARTRE n° 98-3688 du 13 octobre 1998 de l'énergie électrique en Polynésie française.

Entre :

- La Polynésie française, représentée par M. Gaston Flosse, Président du gouvernement de la Polynésie française, spécialement habilité à cet effet par l'arrêté n° 868 CM du 1er juillet 1998, assisté de M. Georges Puchon, ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

d'une part,

Et :

- la société Electricité de Tahiti (E.D.T.), représentée par son président-directeur général, M. Joël Allain,
- la société Coder Marama Nui, représentée par son président-directeur général, M. Tinomana Ebb,
- la société Transport d'énergie électrique en Polynésie (T.E.P.), représentée par son président-directeur général, M. Tutaha Salmon,
- la société Electra, gérante de réseau de distribution, représentée par son président-directeur général, M. Joël Allain,

d'autre part,

Etant préalablement exposé :

La volonté clairement exprimée des signataires :

- de poursuivre une politique de réduction de toutes les composantes des coûts de l'énergie électrique, de manière à réduire le tarif de vente aux consommateurs ;
- de favoriser les objectifs de développement économique de la Polynésie française et de ses habitants, en assurant dans les meilleures conditions de coût, la disponibilité, la qualité et la fiabilité du service public de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique en tout point de la Polynésie française ;

- de s'efforcer de réduire, chaque fois que le coût le permet, la dépendance énergétique de la Polynésie française vis-à-vis des produits pétroliers dont l'évolution des prix, voire de la disponibilité, est difficilement prévisible, en considérant en permanence les possibilités offertes par les énergies renouvelables comme l'hydroélectricité, l'énergie solaire et l'énergie éolienne ;
- de protéger et restaurer l'environnement naturel et culturel lors des réalisations des investissements énergétiques de la Polynésie française.

La nécessité de planifier les investissements en fonction de l'évolution prévisible de la demande et de l'objectif de réduction du prix de vente au consommateur.

Ainsi à Tahiti :

- à court terme, les moyens en place de production sont reconnus suffisants pour faire face aux 4 premières années de la présente charte de l'énergie sauf modifications fondamentales (de la demande et de l'offre de puissance garantie ou d'autres facteurs) ;
- le recours à la mise en œuvre de nouveaux moyens hydroélectriques ne sera programmé que lorsque leurs coûts de production seront compatibles avec les objectifs de réduction des tarifs de vente ;
- de permettre au ministre en charge de l'énergie d'arbitrer le partage de la responsabilité de la puissance garantie entre les producteurs ;
- la volonté de se concerter entre les différents acteurs, actuels ou futurs, de la production, du transport et de la distribution d'électricité ;
- la nécessité d'appliquer une politique de maîtrise et d'économie d'énergie par le biais de campagnes de sensibilisation auprès des utilisateurs et le recours à des appareils performants et économiques ;
- la volonté de développer les moyens appropriés de fourniture de l'énergie électrique dans tous les archipels afin de répondre à la mission principale de service public,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— L'objet de la présente charte est de garantir à la population un service public de qualité et d'associer étroitement la Polynésie française et les opérateurs signataires à l'élaboration et à la réalisation cohérentes d'un plan énergie à court, moyen et long termes visant à assurer le meilleur service de production, transport et distribution d'énergie électrique dans des conditions optimales de qualité, de sécurité et de réduction des tarifs de vente aux consommateurs.

Le champ d'application de cette charte s'étend sur l'ensemble de la Polynésie française.

Art. 2.— Les opérateurs signataires s'engagent conjointement, dans le respect des dispositions réglementaires contractuelles et techniques, à apporter leur contribution à la mise en place et à la réussite du plan énergie de la Polynésie française, à garantir la meilleure qualité de service public et, séparément :

- la société Marama Nui,
 - à poursuivre et à optimiser l'exploitation des sites déjà aménagés,
 - à équiper de nouveaux sites hydroélectriques qu'en accord avec le gouvernement de la Polynésie française,
 - à garantir sa part revenant du partage de la puissance entre les producteurs avec l'accord du ministre en charge de l'énergie,
 - à rechercher la réduction des coûts de production.

- la société T.E.P.,
 - à développer, améliorer, entretenir et exploiter son réseau de lignes de transport de moyenne et haute tension permettant d'acheminer l'énergie hydroélectrique ou thermoélectrique des sites de production aux lieux de distribution dans les meilleures conditions de coût, de fiabilité et de qualité.
- la société Electricité de Tahiti, et pour ce qui la concerne, Electra,
 - à absorber en priorité :
 - les énergies renouvelables et notamment l'énergie hydroélectrique, issues des équipements existants au jour de la signature de la présente charte de l'énergie ou arrêtés d'accord parties selon ce qui est défini par la présente charte,
 - les énergies renouvelables issues des équipements à venir dans les limites des possibilités techniques et économiques,
 - à développer, améliorer, entretenir et exploiter les moyens de production thermique assurant :
 - la fourniture du complément d'énergie électrique nécessaire,
 - la garantie de puissance en concertation avec les autres producteurs d'énergies et avec l'accord du ministre en charge de l'énergie,
 - le pilotage général du réseau électrique,
 - à développer, améliorer, entretenir et exploiter son réseau de distribution dans le domaine de sa concession selon des prestations établies dans les meilleures conditions de prix et de qualité pour l'utilisateur ;
 - à prendre en concession les communes qui en feront la demande dans le cadre d'un plan progressif d'intégration négocié entre E.D.T. et le ministère en charge de l'énergie.

Art. 3.— Le gouvernement de la Polynésie française est favorable :

- à étudier avec les partenaires énergétiques les moyens nécessaires tendant à l'abaissement souhaité des tarifs,
- à poursuivre la politique de détaxation du gazole à destination des centrales électriques des îles sous réserve de l'adhésion à la présente charte de la commune ou de son concessionnaire et à la condition que la commune ou son concessionnaire respecte les dispositions de la délibération institutive de cette détaxation.

Art. 4.— Le plan Énergie et les conventions spécifiques auront pour objectif prioritaire de garantir à court, moyen et long termes le meilleur coût de service public de production, de transport, et de distribution d'énergie dans des conditions optimales de qualité et de sécurité tout en s'efforçant de réduire la dépendance énergétique.

Ainsi, une fois l'an, avant le 15 octobre, le ministère en charge de l'énergie organise une réunion avec les partenaires énergétiques et avec les services concernés pour faire le point sur la réalisation des objectifs et éventuellement rectifier la programmation projetée.

Art. 5.— Les signataires s'engagent à assumer la mise en place de tous les moyens nécessaires, en particulier financiers, à la réalisation des objectifs définis dans la présente charte.

Art. 6.— Tout autre opérateur (syndicat de commune, commune, concédant, producteur, transporteur ou distributeur d'énergie électrique) peut adhérer à cette charte.

L'adhésion à la présente charte ou son refus sera prononcée par le ministre chargé de l'énergie qui en informera les autres signataires.

Art. 7.— La présente charte est établie pour une durée de 10 ans. Elle peut être révisée d'accord parties si l'évolution du contexte économique le justifie. Sous l'impulsion du gouvernement de la Polynésie française, une nouvelle charte de l'énergie est élaborée lors de la 10^e année de la présente charte (2007). A défaut, la présente charte est reconduite par tacite reconduction pour une nouvelle durée de 10 ans.

Fait à Papeete, le 13 octobre 1998.

*Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.*

Pour la société Electricité de Tahiti :

*Le président,
Joël ALLAIN.*

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique, de l'énergie
et de la circonscription portuaire
des îles du Vent,
Georges PUCHON.*

Pour la société Coder Marama Nui :

*Le président,
Tinomana EBB.*

Pour la société T.E.P. :

*Le président,
Tutaha SALMON.*

Pour la société Electra :

*Le président,
Joël ALLAIN.*

**AVENANT n° 98-3787 du 2 novembre 1998
à la convention n° 98-1048 du 1^{er} avril 1998.**

Entre :

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française,

d'une part,

Et :

- le G.I.E. Transports collectifs de Polynésie (T.C.P.), représenté par M. Georges Pito, agissant en qualité de président du G.I.E. Transports collectifs de Polynésie (T.C.P.),

d'autre part,

Article 1^{er}.— A compter du 1^{er} août 1998 et jusqu'au 3 juillet 1999, les dispositions initiales de la convention n° 98-1048 du 1^{er} avril 1998 et celles du cahier des charges qui lui est annexé, relatives au transport régulier, sont reconduites.

Art. 2.— La convention et le cahier des charges ainsi reconduits pourront être dénoncés avant le terme fixé à l'article 1^{er} moyennant un préavis d'un mois.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.

*Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.*

*Le président du G.I.E.
Transports collectifs de Polynésie,
Georges PITO.*

**AVENANT n° 98-3788 du 2 novembre 1998
à la convention n° 88-2016 du 30 novembre 1988.**

Entre :

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française,

d'une part,

Et :

- le G.I.E. Te Motu Ovini, représenté par M. Pono Fatupua, agissant en qualité de président du G.I.E. Te Motu Ovini,

d'autre part,

Article 1^{er}.— A compter du 1^{er} août 1998 et jusqu'au 3 juillet 1999, les dispositions initiales de la convention n° 88-2016 du 30 novembre 1988 et celles du cahier des charges qui lui est annexé, relatives au transport régulier, sont reconduites.

Art. 2.— A compter du 1^{er} août 1998, l'annexe 1 du cahier des charges susvisé pour ce qui concerne les horaires et les itinéraires est remplacée par celle jointe au présent avenant.

Art. 3.— La convention et le cahier des charges ainsi reconduits pourront être dénoncés avant le terme fixé à l'article 1^{er} moyennant un préavis d'un mois.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.

*Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.*

*Le président du G.I.E.
Te Motu Ovini,
Pono FATUPUA.*

ANNEXE 1

*Itinéraires et fréquences des services réguliers assurés
par le G.I.E. Te Motu Ovini*

Service de Oremu-Puurai

Sens : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée/Oremu-Puurai.

Point de départ : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destreumeau/Faa'a par R.T.1/Route de Puurai/Route de Oremu.

Terminus : Oremu.

Capacité moyenne : 35 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	35
6 h - 7 h	1	35
7 h - 8 h	1	35
8 h - 9 h	1	35
9 h - 10 h	1	35
10 h - 11 h	1	35
11 h - 12 h	1	35
12 h - 13 h	1	35
13 h - 14 h	1	35
14 h - 15 h	1	35
15 h - 16 h	1	35
16 h - 17 h	1	35
Total	12	420

Sens : Oremu-Puurai/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Oremu.

Itinéraire : Route de Oremu/Route de Puurai/Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destreumeau/Rue du Temple/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Pont de l'Est/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 35 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	35
6 h - 7 h	1	35
7 h - 8 h	1	35
8 h - 9 h	1	35
9 h - 10 h	1	35
10 h - 11 h	1	35
11 h - 12 h	1	35
12 h - 13 h	1	35
13 h - 14 h	1	35
14 h - 15 h	1	35
15 h - 16 h	1	35
16 h - 17 h	1	35
Total	12	420

Service de Tavararo

Sens : Tavararo/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Tavararo.

Itinéraire : Route de Tavararo/Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destreumeau/Rue du Temple/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Pont de l'Est/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	1	18
9 h - 10 h	1	18
10 h - 11 h	1	18
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	1	18
14 h - 15 h	1	18
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	17	306

Sens : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée/Tavararo.

Point de départ : Gare routière de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destreumeau/Faa'a par R.T.1/Route de Tavararo.

Terminus : Tavararo.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	1	18
9 h - 10 h	1	18
10 h - 11 h	1	18
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	1	18
14 h - 15 h	1	18
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	17	306

**AVENANT n° 98-3789 du 2 novembre 1998
à la convention n° 88-2017 du 30 novembre 1988.**

Entre :

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française,

d'une part,

Et :

- le G.I.E. Tefana I Ahurai, représenté par M. Edgar Tinorua, agissant en qualité de président du G.I.E. Tefana I Ahurai,

d'autre part,

Article 1er.— A compter du 1er août 1998 et jusqu'au 3 juillet 1999, les dispositions initiales de la convention n° 88-2017 du 30 novembre 1988 et celles du cahier des charges qui lui est annexé, relatives au transport régulier, sont reconduites.

Art. 2.— A compter du 1er août 1998, l'annexe 1 du cahier des charges susvisé pour ce qui concerne les horaires et les itinéraires est remplacée par celle jointe au présent avenant.

Art. 3.— La convention et le cahier des charges ainsi reconduits pourront être dénoncés avant le terme fixé à l'article 1er moyennant un préavis d'un mois.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.

Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.

Le président du G.I.E.
Tefana I Ahurai,
Edgar TINORUA.

ANNEXE 1

*Itinéraires et fréquences des services réguliers assurés
par le G.I.E. Tefana I Ahurai*

Service de Outumaoro

Sens : Outumaoro/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Outumaoro.

Itinéraire : Portion route des Collines/Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destreumeau/Avenue Bruat/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Pont de l'Est/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	30	540
6 h - 7 h	30	540
7 h - 8 h	30	540
8 h - 9 h	30	540
9 h - 10 h	30	540
10 h - 11 h	30	540
11 h - 12 h	30	540
12 h - 13 h	30	540
13 h - 14 h	30	540
14 h - 15 h	30	540
15 h - 16 h	30	540
16 h - 17 h	30	540
Total	360	6.480

Sens : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée/Outumaoro.

Point de départ : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destreameau/Faa'a par R.T.1/Portion route des Collines.

Terminus : Outumaoro.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	30	540
6 h - 7 h	30	540
7 h - 8 h	30	540
8 h - 9 h	30	540
9 h - 10 h	30	540
10 h - 11 h	30	540
11 h - 12 h	30	540
12 h - 13 h	30	540
13 h - 14 h	30	540
14 h - 15 h	30	540
15 h - 16 h	30	540
16 h - 17 h	30	540
Total	360	6.480

Service de Punaauia-Taapuna

Sens : Taapuna/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Taapuna.

Itinéraire : Route de Taapuna/Punaauia par R.T.1/Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destreameau/Avenue Bruat/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Avenue Bambridge/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	1	30
7 h - 8 h	1	30
8 h - 9 h	1	30
9 h - 10 h	1	30
10 h - 11 h	1	30
11 h - 12 h	1	30
12 h - 13 h	1	30
13 h - 14 h	1	30
14 h - 15 h	1	30
15 h - 16 h	1	30
16 h - 17 h	1	30
Total	11	330

Sens : Gare routière de l'Union-Sacrée/Taapuna.

Point de départ : Gare routière de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destreameau/Faa'a par R.T.1/Punaauia par R.T.1/Taapuna.

Terminus : Taapuna.

Capacité moyenne : 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	1	30
7 h - 8 h	1	30
8 h - 9 h	1	30
9 h - 10 h	1	30
10 h - 11 h	1	30
11 h - 12 h	1	30
12 h - 13 h	1	30
13 h - 14 h	1	30
14 h - 15 h	1	30
15 h - 16 h	1	30
16 h - 17 h	1	30
Total	11	330

Service de Punaauia-Punaruu

Sens : Zone industrielle/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Zone industrielle.

Itinéraire : Route de la zone industrielle/Punaauia par R.T.1/Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destreameau/Avenue Bruat/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Avenue Bambridge/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	2	36
6 h - 7 h	3	54
7 h - 8 h	3	54
8 h - 9 h	3	54
9 h - 10 h	3	54
10 h - 11 h	3	54
11 h - 12 h	3	54
12 h - 13 h	3	54
13 h - 14 h	3	54
14 h - 15 h	3	54
15 h - 16 h	3	54
16 h - 17 h	3	54
Total	35	630

Sens : Gare routière de l'Union-Sacrée/Zone industrielle.

Point de départ : Gare routière de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destreameau/Faa'a par R.T.1/Punaauia par R.T.1/Route de la zone industrielle.

Terminus : Zone industrielle.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	2	36
6 h - 7 h	3	54
7 h - 8 h	3	54
8 h - 9 h	3	54
9 h - 10 h	3	54
10 h - 11 h	3	54
11 h - 12 h	3	54
12 h - 13 h	3	54
13 h - 14 h	3	54
14 h - 15 h	3	54
15 h - 16 h	3	54
16 h - 17 h	3	54
Total	35	630

Service de Saint-Hilaire

Sens : Saint-Hilaire/Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Point de départ : Saint-Hilaire.

Itinéraire : Faa'a par R.T.1/Rue du Commandant-Destremau/Rue du temple/Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Avenue Bambridge/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue du Commandant-Chessé/Avenue Prince-Hinoui.

Terminus : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Capacité moyenne : 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	2	60
6 h - 7 h	2	60
7 h - 8 h	2	60
8 h - 9 h	2	60
9 h - 10 h	2	60
10 h - 11 h	2	60
11 h - 12 h	2	60
12 h - 13 h	2	60
13 h - 14 h	2	60
14 h - 15 h	2	60
15 h - 16 h	2	60
16 h - 17 h	2	60
Total	24	720

Sens : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée/Saint-Hilaire.

Point de départ : Gare routière du Cours de l'Union-Sacrée.

Itinéraire : Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau/Faa'a par R.T.1.

Terminus : Saint-Hilaire.

Capacité moyenne : 30 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	2	60
6 h - 7 h	2	60
7 h - 8 h	2	60
8 h - 9 h	2	60
9 h - 10 h	2	60
10 h - 11 h	2	60
11 h - 12 h	2	60
12 h - 13 h	2	60
13 h - 14 h	2	60
14 h - 15 h	2	60
15 h - 16 h	2	60
16 h - 17 h	2	60
Total	24	720

**AVENANT n° 98-3790 du 2 novembre 1998
à la convention n° 88-2015 du 30 novembre 1988.**

Entre :

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française,

d'une part,

Et :

- le G.I.E. Te Anuanua, représenté par M. Damase Bouyer, agissant en qualité de président du G.I.E. Te Anuanua,

d'autre part,

Article 1er.— A compter du 1er août 1998 et jusqu'au 3 juillet 1999, les dispositions initiales de la convention n° 88-2015 du 30 novembre 1988 et celles du cahier des charges qui lui est annexé, relatives au transport régulier, sont reconduites.

Art. 2.— A compter du 1er août 1998, l'annexe 1 du cahier des charges susvisé pour ce qui concerne les horaires et les itinéraires est remplacée par celle jointe au présent avenant.

Art. 3.— La convention et le cahier des charges ainsi reconduits pourront être dénoncés avant le terme fixé à l'article 1er moyennant un préavis d'un mois.

Fait à Papeete, le 2 novembre 1998.

Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.

Le président du G.I.E.
Te Anuanua,
Damase BOUYER.

ANNEXE 1

*Itinéraires et fréquences des services réguliers assurés
par le G.I.E. Te Anuanua*

Service de Tenaho (1er itinéraire)

Sens : Tenaho/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Terminus de Tenaho.

Itinéraire : Rue Tuterai-Tane/Rue Tefaatau/Rue Frédéric-Gadiot/Avenue du Général-de-Gaulle/Avenue Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 18 places par truck.

2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Sens : Gare routière de Tipaerui/Tenaho.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue Prince-Hinoui/Avenue du Général-de-Gaulle/Rue Frédéric-Gadiot/Rue Tefaatau/Rue Tuterai-Tane.

Terminus : Terminus de Tenaho.

Capacité moyenne : 18 places par truck.

2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Service de Tenaho (2e itinéraire)

Sens : Tenaho/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Terminus de Tenaho.

Itinéraire : Rue Tuterai-Tane/Avenue Ariipaea-Pomare/Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.
Capacité moyenne : 18 places par truck.
2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Sens : Gare routière de Tipaerui/Tenaho.
Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Avenue Bambridge/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Tuterai-Tane.

Terminus : Terminus de Tenaho.
Capacité moyenne : 18 places par truck.
2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Service de Tenaho (3e itinéraire)

Sens : Tenaho/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Terminus de Tenaho.

Itinéraire : Rue Tuterai-Tane/Rue Tefaatau/Rue Temarii/Avenue du Général-de-Gaulle/Rue Afarerii/Avenue Ariipaea-Pomare/Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.
Capacité moyenne : 18 places par truck.
2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Sens : Gare routière de Tipaerui/Tenaho.
Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Avenue du Général-de-Gaulle/Rue Temarii/Rue Tefaatau/Rue Tuterai-Tane.

Terminus : Terminus de Tenaho.
Capacité moyenne : 18 places par truck.
2 départs par tranche horaire de 6 h à 17 h.

Service de Nahoata (1er itinéraire)

Sens : Nahoata/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Rond-point de Nahoata.

Itinéraire : Rue Tuterai-Tane/Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Taaone/Avenue du Général-de-Gaulle/Avenue du Prince-Hinoui/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 29 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	29
6 h - 7 h	1	29
7 h - 8 h	1	29
8 h - 9 h	1	29
9 h - 10 h	1	29
10 h - 11 h	1	29
11 h - 12 h	1	29
12 h - 13 h	1	29
13 h - 14 h	1	29
14 h - 15 h	1	29
15 h - 16 h	1	29
16 h - 17 h	1	29
Total	12	348

Sens : Gare routière de Tipaerui/Nahoata.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Avenue du Général-de-Gaulle/Rue Taaone/Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Tuterai-Tane.

Terminus : Rond-point de Nahoata.

Capacité moyenne : 29 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	29
6 h - 7 h	1	29
7 h - 8 h	1	29
8 h - 9 h	1	29
9 h - 10 h	1	29
10 h - 11 h	1	29
11 h - 12 h	1	29
12 h - 13 h	1	29
13 h - 14 h	1	29
14 h - 15 h	1	29
15 h - 16 h	1	29
16 h - 17 h	1	29
Total	12	348

Service de Nahoata (2e itinéraire)

Sens : Nahoata/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Rond-point de Nahoata.

Itinéraire : Rue Tuterai-Tane/Avenue Ariipaea-Pomare/Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 29 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	29
6 h - 7 h	1	29
7 h - 8 h	1	29
8 h - 9 h	1	29
9 h - 10 h	1	29
10 h - 11 h	1	29
11 h - 12 h	1	29
12 h - 13 h	1	29
13 h - 14 h	1	29
14 h - 15 h	1	29
15 h - 16 h	1	29
16 h - 17 h	1	29
Total	12	348

Sens : Gare routière de Tipaerui/Nahoata.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Tuterai-Tane.

Terminus : Rond-point de Nahoata.

Capacité moyenne : 29 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	29
6 h - 7 h	1	29
7 h - 8 h	1	29
8 h - 9 h	1	29
9 h - 10 h	1	29
10 h - 11 h	1	29
11 h - 12 h	1	29
12 h - 13 h	1	29
13 h - 14 h	1	29
14 h - 15 h	1	29
15 h - 16 h	1	29
16 h - 17 h	1	29
Total	12	348

Service de Hamuta (1er itinéraire)

Sens : Quartier Walker-Hamuta/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Quartier Walker-Hamuta.

Itinéraire : Avenue Ariipaea-Pomare/Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	22	396

Sens : Gare routière de Tipaerui/Quartier Walker-Hamuta.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue Ariipaea-Pomare.

Terminus : Quartier Walker-Hamuta.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	22	396

Service de Hamuta (2e itinéraire)

Sens : Quartier Walker-Hamuta/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Quartier Walker-Hamuta.

Itinéraire : Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Coppenrath/Avenue du Général-de-Gaulle/Avenue du Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue du Général-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremau.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	22	396

Sens : Gare routière de Tipaerui/Quartier Walker-Hamuta.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Avenue du Général-de-Gaulle/Rue Coppenrath/Avenue Ariipaea-Pomare.

Terminus : Quartier Walker-Hamuta.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	22	396

Service de Princesse-Heiata

Sens : Gare routière de Tipaerui/Princesse-Heiata.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du front de mer/Avenue du Prince-Hinoui/Rue des Remparts/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue Ariipaea-Pomare/Rue Gadiot.

Terminus : Princesse-Heiata.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	1	18
9 h - 10 h	1	18
10 h - 11 h	1	18
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	1	18
14 h - 15 h	1	18
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	17	306

Sens : Princesse-Heiata/Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : Princesse-Heiata.

Itinéraire : Avenue Charles-de-Gaulle/Avenue du Prince-Hinoi/Rue des Remparts/Avenue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue Charles-de-Gaulle/Avenue du Commandant-Destremaeu.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	0	0
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	1	18
9 h - 10 h	1	18
10 h - 11 h	1	18
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	1	18
14 h - 15 h	1	18
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	2	36
Total	17	306

Service de C.P.I.

Sens : C.P.I./Gare routière de Tipaerui.

Point de départ : C.P.I.

Itinéraire : Avenue Ariipaea-Pomare/Avenue Georges-Clémenceau/Pont de l'Est/Rue du Maréchal-Foch/Arrêt central du marché/Rue Charles-de-Gaulle/Rue du Commandant-Destremaeu.

Terminus : Gare routière de Tipaerui.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	18
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	0	0
Total	21	378

Sens : Gare routière de Tipaerui/C.P.I.

Point de départ : Gare routière de Tipaerui.

Itinéraire : Boulevard Pomare/Arrêt central du marché/Avenue du Prince-Hinoi/Rue des Remparts/Avenue Georges-Clémenceau/Avenue Ariipaea-Pomare.

Terminus : C.P.I.

Capacité moyenne : 18 places par truck

Périodes horaires	Nombre de départ à effectuer	Nombre de places offertes
4 h - 5 h	0	0
5 h - 6 h	1	18
6 h - 7 h	2	36
7 h - 8 h	2	36
8 h - 9 h	2	36
9 h - 10 h	2	36
10 h - 11 h	2	36
11 h - 12 h	2	36
12 h - 13 h	2	36
13 h - 14 h	2	36
14 h - 15 h	2	36
15 h - 16 h	2	36
16 h - 17 h	0	0
Total	21	378

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PUNAAUIA

DELIBERATION MUNICIPALE n° 13-98 du 12 mars 1998 portant modification de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le conseil municipal de la commune de Punaauia,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu l'article L. 233-78 du code des communes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 5-92 du 26 février 1992 portant modification de la taxe des ordures ménagères ;

En sa séance du 12 mars 1998,

Adopte :

Article 1er. — Pour compter du 13 mars 1998, la redevance d'enlèvement des ordures ménagères est à nouveau fixée comme suit :

Catégorie I

- Maison d'habitation individuelle ou appartement 15.000 F CFP

Catégorie II

- Cafés, garages, ateliers mécaniques, boulangeries, buvettes, charcuteries, cabinets médicaux, coiffeurs, crémeries, dentistes, limonaderies, pâtisseries, distributeurs d'essence, marchands ambulants, bureaux, petits entrepôts de moins de 100 m², commerces, cliniques et tout autre établissement non dénommé dans la présente nomenclature 30.000 F CFP

Catégorie III

- Snacks 100.000 F CFP

- Magasins avec licence pour vente de boissons à emporter, entreprises industrielles, supermarchés, compagnies pétrolières, entrepôts de 100 m² et plus, restaurants. 150.000 F CFP

Catégorie IV

- Hôtels 200.000 F CFP

Art. 3.— Les autres clauses de la délibération n° 5-92 du 26 février 1992 restent inchangées.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Punaauia, le 12 mars 1998.

Le maire,
Jacques VII.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 3 novembre 1998.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le chef de subdivision,
Marcel RENOUF.

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 98-185 du 22 septembre 1998 relatif à la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue du Commandant-Chessé.

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de la Polynésie française et notamment ses articles L. 131-3 et suivants ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté du maire de Papeete n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentaires ou modificatifs subséquents ;

Vu la délibération du conseil municipal de Papeete n° 95-13 du 6 mars 1995 portant approbation du plan de circulation du centre-ville de Papeete ;

Vu l'arrêté du maire de Papeete n° 96-163 du 8 octobre 1996 organisant la circulation dans le centre-ville de Papeete ;

Vu le plan CIR 1-98 du 17 août 1998 en visa ;

Vu les nécessités,

Arrête :

Article 1er.— Est arrêtée la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue du Commandant-Chessé au niveau de l'entrée de la C.P.S.

Cette disposition sera signalisée par deux panneaux de type A13b, lesquels seront implantés suivant le plan CIR 1-98 du 17 août 1998.

Art. 2.— Le respect des dispositions de l'article 1er devient opposable dès la mise en place des dispositifs de signalisation répondant aux normes officielles.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux textes en vigueur.

Art. 4.— Le directeur de la sécurité publique, le chef du service de la police municipale et le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 22 septembre 1998.
Michel BUIILLARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 8 octobre 1998.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le chef de subdivision,
Marcel RENOUF.

ARRETE MUNICIPAL n° 98-186 du 22 septembre 1998 autorisant la mise en place de trois ralentisseurs sur la route de Tipaerui (tronçon compris entre le pont Levv et la route du pic Rouge).

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de la Polynésie française et notamment ses articles L. 131-3 et suivants ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté du maire de Papeete n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du conseil municipal de Papeete n° 1355 CM du 10 novembre 1986 fixant les normes relatives aux ralentisseurs de vitesse communément nommés "dos-d'âne" ;

Vu le plan CIR 2-98 du 3 septembre 1998 en visa ;

Vu les nécessités,

Arrête :

Article 1er.— Est arrêtée la mise en place de trois ralentisseurs sur la route de Tipaerui (tronçon compris entre le pont Levy et la route du pic Rouge). Ces dispositions seront signalisées par deux panneaux de type A2 complétés chacun d'un panonceau d'étendue de type M2, lesquels seront implantés suivant le plan CIR 2-98 du 3 septembre 1998.

Art. 2.— Le respect des dispositions de l'article 1er devient opposable dès la mise en place des dispositifs de signalisation répondant aux normes officielles.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux textes en vigueur.

Art. 4.— Le directeur de la sécurité publique, le chef du service de la police municipale et le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 22 septembre 1998.
Michel BUIILLARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 8 octobre 1998.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Marcel RENOUF.

ARRETE MUNICIPAL n° 98-187 du 22 septembre 1998 relatif à la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue Georges-Clémenceau (au niveau de la servitude Apahere).

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de la Polynésie française et notamment ses articles L. 131-3 et suivants ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté du maire de Papeete n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 95-13 du 6 mars 1995 portant approbation du plan de circulation dans le centre-ville de Papeete ;

Vu l'arrêté du maire de Papeete n° 96-163 du 8 octobre 1996 organisant la circulation dans le centre-ville de Papeete ;

Vu le plan CIR 3-98 du 8 septembre 1998 en visa ;

Vu les nécessités,

Arrête :

Article 1er.— Est arrêtée la mise en place d'un passage pour piétons sur l'avenue Georges-Clémenceau au niveau de la servitude Apahere à Mamao.

Cette disposition sera signalisée par deux panneaux de type A13b, lesquels seront implantés suivant le plan CIR 3-98 du 8 septembre 1998.

Art. 2.— Le respect des dispositions de l'article 1er devient opposable dès la mise en place des dispositifs de signalisation répondant aux normes officielles.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux textes en vigueur.

Art. 4.— Le directeur de la sécurité publique, le chef du service de la police municipale et le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 22 septembre 1998.
Michel BUIILLARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 8 octobre 1998.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Marcel RENOUF.

ACTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

CONVENTION de financement n° 269-98 du 4 septembre 1998.

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Le Groupement d'intérêt économique Villes nouvelles de France, représenté par son secrétaire général, Jacques Gally,

.....

Conviennent :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien au G.I.E. Villes nouvelles de France pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Elaboration du plan de déplacement urbain de l'agglomération de Papeete", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation d'une étude découpée en trois phases :

- phase 1 : diagnostic et enquête ménage (963.750 FF, soit 17.522.727 F CFP) ;
- phase 2 : élaboration des scénarios (335.000 FF, soit 6.090.909 F CFP) ;
- phase 3 : affinage du scénario définitif (201.250 FF, soit 3.659.091 F CFP),

dont le coût est estimé à 1.500.000 FF (27.272.727 F CFP).

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat (100 %) : 1.500.000 FF (27.272.727 F CFP).
-

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR (Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1991)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 1856 MAA.AU

Réf. : - Arrêté n° 2204 MLA du 7 avril 1998.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la création d'un lotissement de 4 lots sis à Moorea, commune associée de Haapiti, lieu dit Vaianae, par M. Jean Pasturel, ayant été accomplies pour le lot (parcelle B, lot n° 1 de 3.000 m2), le présent certificat, prévu à l'article D.143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1998.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme,
Paul DANTU.

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS n° 3284 DAF.REC-CONS.

Il est donné avis de recherche des héritiers de M. Taputea a Taoatua dit Hamana a Teriitua, Mme Puaitua a Mare a Teuteu, M. Teriitua a Mare, Mme Miria a Mare, MM. Tainuna a Teuiru, Tetahuga a Harirua, Mme Teikiaohia, MM. Tuiho a Arutai, Emile Teahu Tetiarahi, Teoumatinao Paahatea Veikoeke, né le 10 juin 1968 à Taiohae, Mlle Madeleine Veikoeke, née le 2 août 1972 à Vaitahu, MM. Barsinas André, né le 10 septembre 1937 à Vaitahu, Barsinas Léon, né le 8 novembre 1941 à Vaitahu, Mme Barsinas Simone, née le 10 mars 1947 à Atuona, M. Barsinas Jean-Baptiste, né le 10 décembre 1935 à Vaitahu, Mme Barsinas Tahiaupoo, née le 7 décembre 1944 à Vaitahu, MM. Barsinas Grégoire, né le 16 mai 1948 à Vaitahu, Barsinas François Tauihuo, né le 8 juin 1937 à Hapatoni, Barsinas Hivatete, né le 4 juin 1943 à Motopu et Mme Barsinas Marie-Josèphe, née le 16 septembre 1948 à Atuona, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques, "fare haamanaraa") à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1998.
Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PIRAE - TAAONE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 1998)

Président	: NANAI Roger
Vice-président	: TEAI Thierry
Secrétaire	: TUMAHAI Véronique
Secrétaire adjointe	: SERGIO Ghislaine
Trésorière	: LEHARTEL Yasmina
Trésorier adjoint	: TEREI Paul

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE NAMAHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 septembre 1998)

Président	: LEVERD Noël
Vice-présidente	: TAIARUI Priscilla
Secrétaire	: BOUDA Patricia
Secrétaire adjointe	: VAHIO Rosanne
Trésorière	: ROBERT Claude
Trésorier adjoint	: TEMARII Willy
Assesseurs	: TAIARUI Louis JITHAME Julie

ASSOCIATION APIRI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 1998)

Président	: MOYER Erwan
Vice-président	: DUSSON Jean-Marc
Secrétaire	: TEFANA Pamina
Secrétaire adjointe	: TEINAURI Maryline
Trésorière	: PAPON Virginie
Trésorière adjointe	: LECLERC Virginie

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE AAKAPA PRIMAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 1998)

Présidente	: TEIKIHAA Marthine
Vice-présidente	: TEAUTOUA Céline
Secrétaire	: KIIPUHIA Flora
Secrétaire adjointe	: PAHUATINI Cécile
Trésorier	: TAMARII Christian
Trésorière adjointe	: PAHUATINI Anne-Marie
Commissaire aux comptes	: FALCHETTO Mathilde

EIMEO TAE KWON DO CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 septembre 1998)

Président	: CALARET Dominique
Secrétaire	: BUSSEUIL Brigitte
Trésorière	: CHONG Mimosa

COMITE DE LA JEUNESSE ET SPORTS TAIHOTA-NUI DE TUBUAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 août 1998)

Président d'honneur	: VIRIAMU Wilfrid
Président	: TEIPOARII Adolphe
Vice-président	: VIRIAMU Joseph
Secrétaire	: TURINA Jacques
Secrétaire adjoint	: TANÉPAU André
Trésorière	: YIENG-KOW Clara
Trésorier adjoint	: AUDOUIN Charly
Assesseurs	: TUPEA Jimmy TIATIA Sébastien VIRIAMU Gilles TAHIATA Fernand HAUATA Phillippe FLORES Richard

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE TAIOHAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 octobre 1998)

Présidente	: CHOS Monique
Vice-présidente	: PIROTUA Fabienne
Secrétaire	: MARSTEAU Olivier
Secrétaire adjointe	: VAIAANUI Juliette
Trésorière	: MARSTEAU Isabelle
Trésorier adjoint	: PAHUATINI Steve

ASSOCIATION TE ETE NO TE AROHA

Modifications de statuts

L'association a aussi pour but :

- de promouvoir et de mener une politique d'éducation des familles par l'organisation de stages, séminaires et de rencontres en vue de la construction des personnes par le processus des forces vitales humaines ;
- d'envoyer des responsables en formation humaine ou spirituelle hors du territoire.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 mars 1998)

Président : BERNARDINO Médéric
Vice-président : ANCEAUX Pierre
Secrétaire : CHUNG Tina
Secrétaire adjointe : BERNARDINO Rava
Trésorier : TSING William
Trésorière adjointe : MAI Christiane

**CLUB DES SPORTS ET LOISIRS DE LA BASE
INTERARMEES DE HAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 1998)

Président : BAILLAT Antoine
Vice-président : GARNIER Guillaume
Secrétaire : PALERMO Thierry
Secrétaire adjoint : FRERY Jérôme
Trésorier : MARIE-DESCHAMPS Jean-Louis
Trésorier adjoint : HESLON Nicolas

**ASSOCIATION DES REEDUCATEURS
DE L'EDUCATION NATIONALE
DU TERRITOIRE DE POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 octobre 1998)

Présidente : MARTY Rose
Vice-présidente : REDOUTE Tepora
Secrétaire : VILLECROZE Juliette
Trésorière : TEREKA Céline
Assesseur : LEGRAS Jean-Jacques

COMITE DE FETE TIONA DE PUEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 septembre 1998)

Président : CHEUNG SEN Jean-Pierre
Vice-présidents : TAUTAHANA Barthélémy
TUTERARII Puapei
MATAITAI Tepa
Secrétaire : FAAITE Vahine
Secrétaire adjointe : MAAMAATUAIAHUTAPU Vahinetera
Trésorière : TOPATA Tapeta
Trésorière adjointe : TEOTAHII Léonne
Commissaires aux comptes : HOATA Eliane
MARURAI Alice

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PUBLIQUE MATERNELLE TAUNOA RAITAMA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er octobre 1998)

Présidente d'honneur : MALE Poehina
Président : TEIPOARII Edouard
Vice-présidente : POMMIER Laurence
Secrétaire : DE LANESSAN COUCHY Caroline
Secrétaire adjointe : VALANTIN Haina
Trésorière : PAHUIRI Adélaïde
Trésorier adjoint : FONTAINE Didier

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HAAPU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 1998)

Président d'honneur : VAHINEMOEVA Teura
Présidente : VAHINEMOEVA Teato
Vice-président : FAAHU Giami
Secrétaire : TEUIRA Caroline
Secrétaire adjointe : TEFAATAU Philomène
Trésorière : MAI Rosalie
Trésorière adjointe : TATAHIO Jacqueline
Assesseurs : IHORAI Victorine
NOHO Amélia
TEMAIANA Noéline
FAAHU Diana

ASSOCIATION AGRICOLE PA'ATIO DE TAHAA (A.A.P.T.)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 octobre 1998)

Président : FEUTI Aneterea
Vice-président : FEUTI Julien
Secrétaire : MOERAI Maruia
Trésorier : PUARAI Philippe

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE TO'ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 octobre 1998)

Président : KAINUKU Matani
Vice-président : MARIRAI Lénie
Secrétaire : VERNAUDON Véronique
Secrétaire adjointe : BLUM Hélène
Trésorière : LEHARTEL Maire
Trésorier adjoint : HARTMANN Manulani
Assesseurs : PAHOA Elvina
TAMARII Christian

**ASSOCIATION ARTISANALE MAHINA NUI
VILLAGE MAOHI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er octobre 1998)

Président : TUIHO Pascal
Vice-président : TUIHO Harrys
Secrétaire : TUIHO Moea
Secrétaire adjointe : TUIHO Loana
Trésorière : TUIHO Rosine
Trésorier adjoint : KEANE Christine

**ASSOCIATION ARTISANALE
ARERATAI TAMARII RURUTU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 octobre 1998)

Présidente d'honneur : TEINAORE Aïda
Président : TAUITA Tepapanui
Vice-présidente : LY Joanna
Secrétaire : TAUITA José
Secrétaire adjoint : TAUITA Thierry
Trésorière : PAI Yvanna
Trésorier adjoint : TAVITA Sébastien

COOPERATIVE SCOLAIRE DE TATAKOTO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 septembre 1998)

Présidente	: RUMELDI Christiane
Vice-présidente	: FENUAITI Agnès
Secrétaire	: VOIRIN Madeleine
Secrétaire adjointe	: MAIHITI Tumuteata
Trésorière	: PUKE Kokura
Trésorier adjoint	: TAHIAIPUOHO Huitua

ASSOCIATION NAPEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 octobre 1998)

Présidente	: DUCHEMIN Jasmine
Vice-présidente	: CAUTION Sylvana
Secrétaire	: ROQUES Marie-Claire
Trésorière	: ROULEAU Maeva

ATELIER POUR LA REINSERTION PROFESSIONNELLE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 avril 1998)

Président	: MATA Alfred
Vice-président	: TERIIPAIA Léopold
Secrétaire	: HERMAN Florence
Secrétaire adjoint	: TERAIEFA Albert
Trésorier	: COLOMBEL Gino
Trésorier adjoint	: GAY Michel

ASSOCIATION PETEREHAMA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 octobre 1998)

Présidents d'honneur	: TETOPATA Emile PIFAO Hitore Germinet TARAUFU Marurai TERIITEHAU Roo a Roo Tiraha PUTOA Marcel Emana
Président	: MANA Gérard Matatini
Vice-président	: TAUNIUA Temanava
Secrétaire	: PIFAO Daniel Taputu Uraiteraï
Secrétaire adjoint	: TEIHOARII Karl Raiarii
Trésorière	: TIPAON Sabine
Trésorier adjoint	: TAERO Nooroa

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE D'APPLICATION TO'ATA***Modification des statuts*

L'article 7 du statut est modifié :

- lire : "Le bureau est composé de 4 enseignants et 4 parents", au lieu de : "Le bureau est composé de :"
- supprimer (CF article 2) ;
- supprimer les parenthèses et leur contenu en face des attributions ;
- supprimer les deux commissaires aux comptes et les remplacer par 2 assesseurs.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 1998)

Président	: PORLIER Alexandre
Vice-président	: SARCIAUX Hans
Secrétaire	: TINORUA Albert
Secrétaire adjoint	: KAINUKU Matani
Trésorière	: TAPEA Elsaie
Trésorier adjoint	: BORDET Christian
Assesseurs	: TEIHO Patricia KOSTIC Snezana

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE AHUTORU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 septembre 1998)

Présidente	: CHENOIS Alice
Secrétaire	: POURA Lydia
Trésorière	: ALLAIN Vahina
Commissaire aux comptes	: CHAGNE Nicole
Adjointes	: ARIOTIMA Hina BIGORGNE Nathalie HARGOUS Tania

FEDERATION POLYNESIENNE DE SECOURISME*Modification des statuts*
(16 septembre 1998)

A ce titre, et en étroite collaboration avec l'ensemble des pouvoirs publics, ainsi qu'avec tous les partenaires soucieux de soutenir son but, la Fédération polynésienne de secourisme fonde ses actions de sensibilisation et d'information du public sur :

- la prévention des accidents de toute nature ;
- la formation aux premiers secours et à la sécurité.

De plus, elle est susceptible de participer sur le territoire de la Polynésie française, à la demande des pouvoirs publics, des organismes publics ou privés, ou à son initiative, à toutes les opérations de secours, de couverture sanitaire ou d'aide humanitaire.

- de favoriser la création de nouvelles associations et amicales locales et dans les archipels (Marquises, Australes, Tuamotu-Gambier, îles Sous-le-Vent et îles du Vent).

Elle s'interdit toute discussion étrangère à son but, d'ordre politique, religieux, philosophique.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE CM1
PROMO 98 DE L'ECOLE DE HITI-MAHANA ELEMENTAIRE**
(Récépissé n° 1551-98 DRCL du 30 octobre 1998)*Extraits des statuts*

A partir du jeudi 8 octobre 1998, il a été formé, entre la directrice, les enseignants de CM1-1998 de Hiti-Mahana, les élèves de CM1 promo 1998 et leurs parents, une association dont le siège est à l'école Hiti-Mahana élémentaire de Mahina.

Cette association est affiliée à la coopérative scolaire de l'école Hiti-Mahana élémentaire. Sa durée est limitée à 2 années scolaires, c'est-à-dire jusqu'à la veille des vacances de juillet 2000.

L'association a pour but :

- de promouvoir au sein de l'établissement scolaire, l'esprit de coopération au sein de chaque classe entre les élèves, de susciter et d'organiser la prise de responsabilité des enfants, des éducateurs et des parents dans le cadre d'une école ouverte sur le milieu naturel, culturel et humain environnant ;
- d'organiser des sorties scolaires régulières ou occasionnelles sans nuitées ou encore des sorties scolaires avec nuitées (classes de découvertes, d'environnement, culturelles, voyages ou échanges internationaux) ;
- de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les parents par des actions communes en faveur des enfants.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: AFO Micheline
Vice-présidente	: GAUTEROT Noëlle
Secrétaire	: RIOLAND Virginie
Secrétaire adjointe	: AYOU Véronique
Trésorière	: OTT Nadia
Trésorier adjoint	: TAPUTUARAI Didier
Commissaires aux comptes	: TENG Moea SACHET Christine

TAHITI AIKIBUDO CLUB

(Récépissé n° 1556-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 8 octobre 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre TAHITI AIKIBUDO CLUB.

L'association a pour objet la diffusion et l'enseignement de l'aikibudo.

Ses moyens d'action sont les cours réguliers, l'organisation de stages, l'édition et la diffusion de documents ou livres et toutes initiatives pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association.

Le comité directeur décide de l'affiliation aux fédérations régissant l'aikido, entre autres la Fédération française d'aikido, aikibudo et affinitaires.

La durée de l'association est illimitée.

Le siège est fixé chez le président. Il pourra être transféré par simple décision du bureau.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FALEMAA Tuugahala
Secrétaire	: TEMARII Marlyse
Trésorière	: VAATETE Liana

ASSOCIATION VAIMATAURA

(Récépissé n° 1562-98 DRCL du 2 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAIMATAURA, fondée le 18 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de s'opposer à la demande de mise en place par le Bowling Club d'un karaoke et d'un dancing ;
- de lutter contre les nuisances causées par le Bowling Club ;
- de protéger le quartier contre tous genres de nuisances.

Elle a son siège social à Arue, P.K. 5,600, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: KRAINER Yannick
Vice-présidents	: BERNIERE Willy ROPITEAU Hiro
Secrétaire	: AMARU Ursula
Secrétaire adjointe	: KRAINER Poeiti
Trésorier	: LAI SAN Vetea
Trésorier adjoint	: GRESSET Jean

ASSOCIATION ARTISANALE TAAI NUI

(Récépissé n° 1106-98 DRCL du 2 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de TAAI NUI.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Takapoto :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Takapoto.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: REHU Clémentine
Présidente	: RAKA Monique
Vice-présidente	: MOEROA Denise
Secrétaire	: MARITERAGI Hawaiki
Secrétaire adjointe	: MA'A Maguy
Trésorière	: MAHEAHEA Vaite
Trésorière adjointe	: ROUSSEAU Raina
Assesseurs	: RAKA Patrice MA'A Gilbert TOFI Agnès

ASSOCIATION TIARE-ROA

(Récépissé n° 1028-98 DRCL du 2 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il a été créé le 5 juin 1998, une association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 dénommée TIARE-ROA.

Cette association a pour objet d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques, ainsi que le maintien des traditions et arts populaires du folklore polynésien.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que les sports (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le comité directeur.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique ou religieux.

Sa durée est illimitée.

Le siège de l'association est fixé à Manihi, Tuamotu. Il peut être transféré sur simple décision prise à la majorité des membres du bureau exécutif.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: FAURA Tinihau
Président	: FAURA Taaroa
Vice-présidents	: FAURA Timi UTIA Maruake
Secrétaire	: BENNETT Fabienne
Secrétaire adjointe	: NAPUAUHI Eugénie
Trésorière	: MATAOA Angèle
Trésorière adjointe	: RICHMOND Moea

ASSOCIATION ATOLLEGO-MAUPITI

(Récépissé n° 1555-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de ATOLLEGO-MAUPITI.

Elle a pour objet d'élaborer, produire, réaliser et promouvoir le projet artistique "ATOLLEGO-MAUPITI" de Yann Kersale conçu pour s'insérer dans le cadre des manifestations pour la célébration du nouveau millénaire.

Le siège social est fixé à la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (C.C.I.S.M.) de Papeete, Tahiti, Polynésie française, B.P. 21320, Papeete. Il pourra être transféré à Paris par simple décision du bureau.

L'adresse postale de l'association est fixé au 20, rue Dauphine, 75006 Paris.

La durée de l'association est fixée pour le temps nécessaire à la réalisation de son objet tel que défini ci-dessus. Elle pourra être prorogée par décision de l'assemblée générale.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TALPAIN Olivier
Vice-président	: GLOAGUEN Ronan
Secrétaire	: TALPAIN Catherine
Trésorier	: SCHLATTER René

ASSOCIATION TAMARII VAITIARE NUI DE PAEA

(Récépissé n° 1552-98 DRCL du 4 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMARII VAITIARE NUI DE PAEA, fondée le 29 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la construction d'un temple de la paroisse Vaitiare de Paea et la participation à toutes manifestations à caractère sportif, culturel, religieux et social.

Son siège social est fixé à Paea, P.K. 21,500, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FROGIER Henri
Vice-président	: TOOFA Tivini
Secrétaire	: FROGIER Michèle
Secrétaire adjointe	: PARMENTIER Rosina
Trésorier	: HAAPII Philpa
Trésorier adjoint	: TERIITAUMIHAU Maxime

ASSOCIATION TE TAKI PIOI

(Récépissé n° 1500-98 DRCL du 22 octobre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de TE TAKI PIOI.

Elle a pour buts de :

- promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;
- donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans leur île ;
- donner du travail aux jeunes à la fin de leur scolarité ;
- initier et encourager les jeunes à faire de l'agriculture et de l'élevage ;
- écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- faciliter l'achat et l'utilisation en commun du matériel et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Taiohae, Nuku Hiva, Marquises.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: OTTO Emmanuel
Secrétaire	: RAIHAUTI Emilia
Trésorier	: TAPATI Mita
Assesseur	: TEIEFITU Constantin

ASSOCIATION ARTISANALE MANULANI

(Récépissé n° 1587-98 DRCL du 4 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de "MANULANI".

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Hao :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et de produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Otepa, Hao (Tuamotu).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: PURAGA Temanea
Présidente	: PURAGA Florine
Vice-président	: PIHAATAE Temarii
Secrétaire	: ANIAHU Claudine
Trésorière	: PURAGA Tetaki

AMICALE TE ARA NUI

(Récépissé n° 1275-98 DRCL du 5 novembre 1998)

Extraits de statuts

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et de l'article 3 de son décret du 18 août 1901, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué une amicale de secouristes dénommée "AMICALE TE ARA NUI". Cette amicale est rattachée à la Fédération polynésienne de secourisme.

- 1°) L'amicale Te Ara Nui a pour but d'assurer une activité de prévention et de secours de la population dans les dangers de la vie courante auxquels elle est exposée : accident de la circulation, de travail, noyade... ;
- 2°) L'amicale assurera, organisera des activités de solidarité pour aider la population ou des populations, des personnes ou des organismes ayant besoin ;
- 3°) L'amicale établira des contacts avec les organismes officiels et toutes les organisations ayant des buts similaires ;
- 4°) D'une manière générale, elle s'efforcera de dispenser une formation de secourisme à tous ceux qui désirent l'acquiescer, d'organiser et d'entraîner des équipes bénévoles qui pourraient se mettre à la disposition des pouvoirs publics lors de catastrophes ;
- 5°) Elle s'interdit toute discussion étrangère à son but, notamment politique et religieuse.

Le siège social est fixé à Mahu, au domicile de M. Claude Briot. Il pourra être transféré en tout autre lieu par le conseil administratif.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BRIOT Claude
Vice-président	: YIENG KOW Thierry
Secrétaire	: SIMON-LE PANSE Anne
Secrétaire adjoint	: TERE Navajo
Trésorier	: TAHUHUATAMA Puaiarii Otis
Trésorière adjointe	: TEHAHE Sylvie

ASSOCIATION SPORTIVE SPORTING CLUB HANDBALL DE PAEA

(Récépissé n° 1599-98 DRCL du 5 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association sportive dite SPORTING CLUB HANDBALL DE PAEA, fondée le 26 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de promouvoir et développer la pratique du handball ;
- permettre à un plus large public d'accéder à cette activité en lui fournissant l'infrastructure et/ou le matériel à sa pratique.

Son siège social est fixé à Paea, P.K. 23, côté mer. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAOFIFENUA Mickael
Vice-président	: FLORES Sylvain
Secrétaire	: FAREURA Maire
Secrétaire adjoint	: PICARD Maui
Trésorier	: GUILLAUME Ludovic
Trésorier adjoint	: TEROUAPEU Daniel
Membres du bureau	: SIAKINUU Ludovic GUILLAUME Loana SIAKINUU Noéline

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE TEFAAO N° 2

(Récépissé n° 1566-98 DRCL du 3 novembre 1998)

Extraits de statuts

A partir du 10 septembre 1998, il est formé entre les maîtres(ses) de l'école maternelle TEFAAO, une coopérative scolaire dont le siège est à l'école.

La coopérative a pour but, sous le contrôle permanent du (de la) directeur(rice), de gérer les subventions communales.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAHIATOHUIPOKO Micheline
Vice-présidente	: TRIPONEL Jémima
Secrétaire	: HOPUETAI Mercedes
Secrétaire adjointe	: FROGIER Christine
Trésorière	: FARAIRE Hélène
Trésorière adjointe	: MARURAI Taumatini

ASSOCIATION HEIAU

(Récépissé n° 1602-98 DRCL du 6 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il a été constitué, le 13 juillet 1998, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de ASSOCIATION HEIAU, Mission, Papeete.

L'association a pour but d'organiser et de favoriser la réussite des recherches pour les affaires de terres.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que populaire, éducation artistique, etc., décidés par le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à la Mission, au domicile des parents. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAHAGAFANAU Johanna
Vice-président	: TAI Dominique
Secrétaire	: MAHAGAFANAU Gabriel
Secrétaire adjoint	: MAHAGAFANAU Emile
Trésorière	: MAHAGAFANAU Cécilia
Trésorière adjointe	: MAHAGAFANAU Viola

ASSOCIATION DES POMPIERS DE PAPEETE

(Révisé n° 1554-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

L'association dite "ASSOCIATION DES POMPIERS DE PAPEETE", fondée le 28 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Cette association a pour but de resserrer les liens de camaraderie entre les sapeurs-pompiers du corps, de parfaire leur instruction et culture, de créer des loisirs variés, et de permettre à leurs familles d'y participer.

De même l'association a pour but de créer et de développer les relations amicales et culturelles entre les sapeurs-pompiers et les différentes formations de lutte contre l'incendie, françaises ou étrangères.

Elle se propose en outre :

- de venir en aide moralement et matériellement, par l'allocation de secours aux sapeurs-pompiers ou anciens dans le besoin, ainsi qu'à leurs veuves, leurs ascendants nécessiteux et leurs orphelins ;
- de créer des sections sportives et d'organiser des rencontres, concours et compétitions ;
- d'organiser des réunions, fêtes, banquets, bals et des journées sportives.

Elle a son siège social au Centre de secours de Papeete.

Sa durée est limitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: BUILLARD Michel
	: BORDET Patrick
	: JAMET Anthony
Présidente	: IOGNA Christine

Vice-président	: PAI Tafai
Secrétaire	: BUCHIN Georges
Secrétaire adjoint	: MEUEL Hugues
Trésorier	: ROSCOL Samuel
Trésorier adjoint	: PANI Maori
Assesseurs	: BUCHIN Joseph
	: TAURU Carl
	: TEMATARU David
	: TEROU Fritz

ASSOCIATION TAUTIA

(Révisé n° 1412-98 DRCL du 12 octobre 1998)

Extraits de statuts

L'association dite "TAUTIA", fondée le 5 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de favoriser les rencontres sportives, culturelles et socio-éducatives entre jeunes.

Elle a son siège social à la Mission, lotissement "Tepapa", B.P. 20012.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARO Kewin
Vice-président	: PURUE-DOMINGO Billy
Secrétaire	: HAUMANI Tevaite
Secrétaire adjointe	: TEHEI Faita
Trésorière	: KAPIRI Barbara
Trésorière adjointe	: MAIFANO Béatrice

ASSOCIATION REO HERE

(Révisé n° 1553-98 DRCL du 30 octobre 1998)

Extraits de statuts

L'association dite "REO HERE", fondée le 28 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de promouvoir et d'assurer aide et soutien spirituel, culturel et touristique.

Son siège social est fixé à Te Maru Ata, lot 16, P.K. 16,800, côté montagne, à Punaauia. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FII Aimé
Vice-président	: BROTHERS Herwin
Secrétaire	: BRUNEL Bernard
Secrétaire adjointe	: LAYNE Nadia
Trésorière	: BRUNEL Lucie
Trésorière adjointe	: TETO Daria

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 88

Premier tirage du mercredi 4 novembre 1998 :

3 12 16 30 40 42

Numéro complémentaire : **46**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	116.847.363
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.362.727
5 bons numéros.....	353	119.545
4 bons numéros et numéro complémentaire....	730	5.526
4 bons numéros.....	18.948	2.763
3 bons numéros et numéro complémentaire....	21.872	544
3 bons numéros.....	364.340	272

Deuxième tirage du mercredi 4 novembre 1998 :

17 38 42 43 46 48

Numéro complémentaire : **2**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	252.158.909
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2.411.454
5 bons numéros.....	285	147.000
4 bons numéros et numéro complémentaire....	558	5.854
4 bons numéros.....	18.052	2.927
3 bons numéros et numéro complémentaire....	18.470	654
3 bons numéros.....	304.366	327

LOTO NATIONAL N° 89

Premier tirage du samedi 7 novembre 1998 :

1 22 24 37 42 45

Numéro complémentaire : **47**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	32.211.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	7	1.895.181
5 bons numéros.....	373	123.000
4 bons numéros et numéro complémentaire....	698	5.672
4 bons numéros.....	20.208	2.836
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.475	580
3 bons numéros.....	378.177	290

Deuxième tirage du samedi 7 novembre 1998 :

10 15 25 29 30 34

Numéro complémentaire : **28**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	7	1.895.181
5 bons numéros.....	322	141.727
4 bons numéros et numéro complémentaire....	916	5.708
4 bons numéros.....	19.553	2.854
3 bons numéros et numéro complémentaire....	26.969	580
3 bons numéros.....	359.800	290

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 93 DU SAMEDI 21 NOVEMBRE 1998

En application de l'article 12.4 du règlement du loto, les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto n° 89 du samedi 7 novembre 1998 sont affectées en partie, à hauteur d'un montant de 236.363.636 F CFP brut du prélèvement légal, aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto n° 93 du samedi 21 novembre 1998 ; le solde sera affecté aux gains de premier rang d'un deuxième tirage ultérieur du mercredi ou du samedi du loto qui sera porté à la connaissance du public par avis publié au *Journal officiel*.

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 93 du samedi 21 novembre 1998, un gain total de 545.454.545 F CFP net du prélèvement légal. Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera prélevé par tranches de 1.818.181 F CFP sur le fonds de réserve en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général
de la Française des jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le président-directeur général
de la Pacifique des jeux,
Roland de VILLEPIN.*

Pour le président-directeur général,
Par délégation :
*Le directeur commercial et marketing,
Hervé LUQUIENS.*

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Code des communes (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 29 juillet 1998) 293 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997) 2.409 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code des Impôts (mise à jour au 1er janvier 1998) 2.677 FCP
- Statut de l'Autonomie de la Polynésie française (juin 1997) 1.293 FCP
- Statut de la Fonction Publique de la Polynésie française 2.273 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 1998 2.010 FCP
- Code de l'aménagement de la Polynésie française (document à jour au 9 octobre 1997) 2.980 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996) 364 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996) 677 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française 1.303 FCP
- Code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française
et de ses établissements publics (Edition Juillet 1997) 2.000 FCP
- Modificatifs au Tarif des douanes 1/98 à 4/98 1.957 FCP
- Répertoire général des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993 919 FCP
- Répertoire chronologique des actes publiés au J.O.P.F. de 1981 à 1991 5.292 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour) 3.283 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995) 1.949 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996) 2.015 FCP
- Recueil des données essentielles des I.S.L.V. (octobre 1997) 859 FCP
- Recueil des données essentielles des îles Marquises (juin 1998) 1.000 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements et Insertions (annonces et avis) de l'Imprimerie Officielle
(en francs pacifiques et T.T.C.)

I - ABONNEMENTS

	Polynésie française	Nouvelle- Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle- Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Número.....	192*	268	328	318	348	338	424
Abonnement 6 mois	3.904	5.994	7.959	7.605	8.590	8.338	10.600
Abonnement 1 an.....	7.085	10.893	14.367	13.817	15.620	14.807	19.271

II - INSERTIONS (Annonces et Avis)

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne 258 F
- les mêmes renouvelées 109 F

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne 185 F

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.